

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

COMMISSION
DES
ARCHIVES DIPLOMATIQUES

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS

Armistices et Paix

1918-1920

TOME I

(27 SEPTEMBRE 1918 – 17 JANVIER 1919)



P.I.E. Peter Lang

2014

Le présent volume est le premier des quatre volumes de la nouvelle série des *Documents diplomatiques français* intitulée : Armistices et Paix (1918-1920). Il présente les documents de la première période envisagée : de la fin septembre 1918 au 17 janvier 1919, veille de l'ouverture de la Conférence de la Paix à Paris.

Il y a d'abord le temps des armistices, le premier étant signé à Salonique avec les Bulgares le 29 septembre, le dernier à Rethondes avec l'Allemagne, le 11 novembre, à la suite de la demande présentée par les Allemands au président Wilson, dès le 4 octobre. Les Français y voient une « manœuvre » de « l'ennemi » pour obtenir une paix douce de la part des États-Unis. La tension franco-américaine est donc immédiate. La France, victorieuse mais exsangue, espère obtenir des garanties de sécurité face à une Allemagne qu'elle juge éternellement dangereuse.

Dans ce contexte de désagrégation des empires (Autriche-Hongrie, Empire ottoman, Russie), la paix est difficile à préparer. La France est favorable à l'application du principe des nationalités (restauration de la Pologne et création de la Tchécoslovaquie). Mais, elle doit tenir compte dans le cas yougoslave des revendications contradictoires de ses alliés italiens et serbes. Au Moyen-Orient, elle redoute que la Grande-Bretagne, maîtresse du terrain, fasse tout pour l'évincer et ne pas appliquer les accords Sykes-Picot de 1916 prévoyant un véritable partage des territoires arabes entre les deux pays. À l'Est de l'Europe, les diplomates français craignent la contagion bolchevique et beaucoup souhaitent que leur gouvernement contribue à l'endiguer par les armes.

Partout, l'écho de la victoire des Alliés et Associés est immense. Tous les États, belligérants ou non, entendent être représentés à la Conférence de la Paix. La France obtient que celle-ci ait lieu sur son territoire et fait tout pour réussir ce moment au cours duquel Paris sera la capitale du monde.

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS

Armistices et Paix

1918-1920

TOME I

(27 SEPTEMBRE 1918 – 17 JANVIER 1919)

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

COMMISSION
DES
ARCHIVES DIPLOMATIQUES

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS

Armistices et Paix

1918-1920

TOME I

(27 SEPTEMBRE 1918 – 17 JANVIER 1919)



P.I.E. Peter Lang

Bruxelles • Bern • Berlin • Frankfurt am Main • New York • Oxford • Wien

2014

Tous droits réservés pour tous pays. Toute reproduction, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des documents publiés dans le présent ouvrage est interdite, sauf avec l'autorisation du ministère des Affaires étrangères et du Développement international. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective et, d'autre part, les courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (art. L. 122-4, L. 122-5 et L. 335-2 du Code de la propriété intellectuelle).

© Ministère des Affaires étrangères et du Développement international. Paris, 2014

Éditeur : P.I.E. Peter Lang s.A.

Éditions scientifiques internationales

Bruxelles, 2014

1 avenue Maurice, B-1050 Bruxelles, Belgique

info@peterlang.com ; www.peterlang.com

ISSN 1377-8773

ISBN 978-2-87574-234-6 (paperback)

ISBN 978-3-0352-6500-2 (eBook)

D/2014/5678/86

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

COMMISSION DES ARCHIVES DIPLOMATIQUES

Président

Le ministre des Affaires étrangères et du développement international.

M^{me} Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

Vice-présidents

Le secrétaire général du ministère des affaires étrangères et du développement international.

Le directeur des archives du ministère des affaires étrangères et du développement international.

M. François PLAISANT, ambassadeur de France.

Membres

Le directeur des systèmes d'information du ministère des affaires étrangères et du développement international.

L'adjoint au directeur des archives du ministère des affaires étrangères et du développement international.

Le directeur chargé des archives au sein de la direction générale des patrimoines du ministère de la culture et de la communication.

Le directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives du ministère de la défense.

M^{me} Laurence BADEL, professeur des universités.

M. Lucien BÉLY, professeur des universités.

M. Frédéric Bozo, professeur des universités.

M. Jérôme CLÉMENT, président du théâtre du Châtelet.

M. Alain DEJAMMET, ambassadeur de France.

M^{me} Catherine DHÉRENT, conservateur général du patrimoine.

M. Robert FRANK, professeur émérite des universités.

M. Loïc HENNEKINNE, ambassadeur de France.

M. Stanislas JEANNESSON, professeur des universités.

M. Laurent JOFFRIN, journaliste.
M. André KASPI, professeur émérite des universités.
M. Henri LAURENS, professeur au Collège de France.
M^{me} Agnès MAGNIEN, conservatrice générale du patrimoine.
M^{me} Chantal METZGER, professeur des universités.
M^{me} Hélène MIARD-DELACROIX, professeur des universités.
M. Olivier PÉTRÉ-GRENOUILLEAU, professeur des universités.
M^{me} Marie-Pierre REY, professeur des universités.
M. Georges-Henri SOUTOU, professeur émérite des universités.
M. Hugues TERTRAIS, professeur des universités.
M. Maurice VAÏSSE, professeur émérite des universités.
M. Jean-Claude WAQUET, professeur des universités.

Ont collaboré à la préparation de ce volume
établi sous la direction de
MM. Robert FRANK et Gerd KRUMEICH :

M. Jean-Michel GUIEU, maître de conférences à l'Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne.

M. Vincent LANIOL, agrégé d'histoire et doctorant à l'Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne.

Alexandre SUMPF, maître de conférences à l'Université de Strasbourg.

INTRODUCTION

Le présent volume est le premier d'une nouvelle série des *Documents diplomatiques français*, toute spéciale, qui porte sur les « Armistices et Paix (1918-1920) ». Il présente les documents diplomatiques de la première période envisagée, celle qui court du 27 septembre (jour de l'annonce de l'armistice demandé par la Bulgarie) jusqu'au 17 janvier 1919, la veille de l'ouverture de la Conférence de la Paix à Paris. Trois autres volumes suivront : le deuxième couvrira les deux mois qui vont du 18 janvier à la fin du mois de mars 1919 ; le troisième traitera un long trimestre, de la fin mars au 28 juin 1919, jour de la signature du traité avec l'Allemagne à Versailles ; le quatrième prendra en charge le semestre qui commence le 29 juin 1919 et se termine le 10 janvier 1920, jour de la mise en application du traité. Dans ces quatre volumes, tous les enjeux de la paix et de la sortie de guerre seront pris en compte à travers le prisme de la politique extérieure de la France et au regard des diplomates français : tant les relations entre les vainqueurs que les relations de ces derniers avec les vaincus, tous les vaincus. Certes, avec ceux-ci, seulement trois traités sur cinq sont signés pendant la période prise en considération par cette nouvelle série : outre le traité de Versailles avec le Reich, déjà mentionné, il y a celui qui est signé le 10 septembre 1919 à Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche, pays issu de l'Empire austro-hongrois déchu, puis celui qui est imposé à la Bulgarie à Neuilly le 27 novembre. La signature des deux derniers traités « de la banlieue parisienne » (à Trianon avec la partie hongroise, le 4 juin 1920 ; à Sèvres avec l'Empire ottoman, le 10 août 1920) intervient donc plus tard. Pour la fin des conversations et négociations liées à ces deux traités, on se référera aux deux premiers volumes des *DDF* déjà parus sur l'année 1920¹. Mais, la présente série fera largement état des affaires concernant le sort de la Hongrie, de la Turquie et du Moyen-Orient arabe, tant elles prennent de la place dans l'agenda de la diplomatie des vainqueurs, et donc de la France, entre l'automne 1918 et le début 1920.

Dans ce premier volume de la nouvelle série, les documents montrent que tout commence avec la demande d'armistice de la part des Bulgares, le 26 septembre, armistice annoncé le 27 et signé le 29 à Salonique. Jusqu'alors, malgré les succès de la contre-offensive conduite par Foch, la guerre semble loin d'être terminée. Or, tout va se précipiter à partir de cette date et la conscience de cette accélération du temps est évidente chez les diplomates et décideurs français. Voilà que la première brèche dans le camp des puissances centrales est ouverte et que le retentissement de l'effondrement de la Bulgarie est grand partout, en particulier en Allemagne, tant dans l'opinion publique que dans les milieux politiques. Les partis de gauche réclament des changements au point que, le lendemain de la signature de ce premier armistice, le nom de Max de Bade est déjà prononcé pour remplacer le comte Hertling à la tête d'un gouvernement. Celui-ci, fait nouveau,

¹ *DDF*, 1920, tome I, 10 janvier-18 mai ; tome II, 19 mai-23 septembre.

devrait obtenir la confiance de la majorité du Reichstag, ce qui se produira le 3 octobre. Dans les semaines qui suivent, l'enchaînement chronologique est très lisible dans les dépêches et télégrammes. Ces derniers révèlent qu'il ne faut pas tracer une ligne du temps trop simpliste entre les armistices, celui de Salonique le 29 septembre, celui de Moudros avec l'Empire ottoman le 30 octobre, celui de Villa Giusti avec l'Empire austro-hongrois le 3 novembre et, enfin, celui de Rethondes signé le 11 novembre avec le Reich allemand. Comme si, dans ce château de cartes, les alliés de l'Allemagne tombaient avant l'Allemagne. Non, il manque un chaînon : dans le mois qui sépare le premier et le deuxième armistice, se produit l'événement décisif, la demande d'armistice du gouvernement allemand lui-même, transmise au président des États-Unis, dès le 4 octobre¹. Cet acte crée de l'agitation dans les chancelleries, bien plus que la demande austro-hongroise effectuée le 4 et que la demande turque présentée le 12 octobre. L'Allemagne est tellement centrale aux yeux des Français que, pendant tout le mois d'octobre et au début novembre, les documents diplomatiques font bien plus état des discussions autour de la demande allemande que de la signature des armistices de Moudros et de Villa Giusti qu'ils mentionnent à peine.

Dans ces conditions, une personnalité se révèle comme le personnage central de ce volume : le président Wilson. Tout converge vers lui et les diplomates français expriment à son égard des sentiments mêlés, d'admiration, mais aussi de méfiance : une grande déférence pour celui qui a fait entrer son pays en guerre et ainsi contribué si efficacement à la victoire en cours ; un agacement certain pour le chef de cette puissance qui se dit seulement « associée » et qui ne partage pas nécessairement les buts de guerre des « Alliés ». La tension franco-américaine est immédiate, dès le lendemain de la signature de l'armistice avec les Bulgares. Le 30 septembre 1918 – c'est un télégramme de Berthelot² qui en donne l'information – Clemenceau, président du Conseil, se plaint vivement auprès du secrétaire d'État, Robert Lansing, des velléités de médiation que les États-Unis avaient manifestées dans la négociation de cette suspension d'armes, alors qu'ils ne sont pas en guerre avec la Bulgarie. L'émoi est encore plus grand lorsque la demande allemande d'armistice du 4 octobre s'adresse à Wilson, sur la base de ses quatorze points formulés neuf mois plus tôt, le 8 janvier 1918. La crainte des Français est de voir le président américain s'ériger en arbitre. Le principe des nationalités qu'il défend est considéré comme une idée si traditionnellement française qu'elle est pleinement partagée, mais au-delà de ces principes généraux, Paris souhaite des clauses concrètes garantissant la sécurité de la France au prix d'un affaiblissement de l'Allemagne. De plus, les décideurs français craignent – et les Britanniques et Italiens partagent cette crainte – une « manœuvre » allemande pour enrayer une déroute militaire : en obtenant une suspension d'armes, le Reich peut profiter de ce répit pour reconstituer l'armée et relancer une offensive dans de meilleures

¹ Pierre Renouvin, *L'armistice de Rethondes (11 novembre 1918)*, Paris, Gallimard, [1968] 2006.

² Philippe Berthelot est adjoint au directeur des Affaires politiques et commerciales, mais en fait il est *de facto* à la tête de cette direction, car le titulaire Pierre de Margerie est absent pour cause de maladie.

conditions. La conférence interalliée réunie à Paris les 6-9 octobre met au point une position commune entre la Grande-Bretagne, l'Italie et la France face au premier échange de notes entre les Allemands et Wilson. Les trois alliés font comprendre à ce dernier que l'idée d'évacuation des territoires envahis par l'Allemagne n'est pas une condition suffisante, car ce recul en bon ordre et sans pertes de l'armée ennemie peut lui laisser toutes les chances de reprendre les hostilités quand elle le juge opportun, alors que la continuation des coups de boutoir alliés l'affaiblirait d'une façon décisive et définitive. Ils préconisent que les termes de l'armistice soient soumis aux experts militaires, en particulier le maréchal Foch. Le président américain y consent finalement non sans avoir manifesté, à l'égard des Alliés qui délibèrent sur une demande qui ne leur avait pas été adressée¹, une mauvaise humeur que l'ambassadeur Jusserand réussit à apaiser.

Dans les semaines qui suivent, l'Amérique montre une fermeté croissante, et rassurante pour les Français, dans ses échanges avec Berlin : dans sa réponse du 8 octobre à la première note allemande du 4 ; dans celle du 14 en réponse à la note du 12 (Wilson indique que l'armistice sera essentiellement l'affaire des experts militaires et qu'aucune paix ne sera signée avec le « pouvoir arbitraire ») ; enfin, dans celle du 23 qui répond à celle du 20 octobre. Entre-temps, les alliés de l'Allemagne s'effondrent : le 7 octobre, Enver-Pacha est renversé, remplacé par Izmet-Pacha qui ne pense qu'à retirer l'Empire ottoman de la guerre ; à partir du 18 octobre, l'Empire des Habsbourg se désagrège avec, à la fin du mois, les prises de pouvoir des conseils nationaux et la proclamation de la création de nouveaux États. Et, du 24 octobre au 3 novembre, le général italien Armando Diaz lance une offensive victorieuse contre les Austro-Hongrois à Vittorio-Veneto. Enfin, le 3 novembre, commencent à Kiel les mutineries qui conduisent à la révolution allemande. D'où l'urgence pour Wilson d'obtenir de ses associés le ralliement aux principes énoncés dans ses quatorze points, acceptés par les Allemands. En premier lieu, les Français sont inquiets de l'imprécision de la formulation du point n° 8 : « les torts causés à la France par la Prusse en 1871, concernant l'Alsace-Lorraine [...], devraient être corrigés ». Jusserand obtient vite une réponse satisfaisante : il est précisé que la restitution sera immédiate et qu'il n'y aura pas de plébiscite. Mais, en second lieu, cette assurance ne suffit pas à rallier Paris aux principes wilsoniens, d'autant que ceux-ci ont reçu l'aval de l'Allemagne, ce qui fait flairer une seconde « manœuvre » de l'ennemi, qui cherche à amadouer Wilson pour obtenir une paix douce, nuisible à la sécurité française. La tension est extrême lors des conversations au Quai d'Orsay des 29-30 octobre entre les Alliés et les Américains, entre Clemenceau, Pichon, Lloyd George, Balfour et le colonel House. Le représentant de Wilson menace quasiment ses partenaires d'une paix séparée signée par les États-Unis s'ils n'acceptent pas les quatorze points comme base de la négociation de la future paix².

¹ Jean-Jacques Becker, *Le traité de Versailles*, Paris, PUF, « Que sais-je ? » n° 3643, 2002, p. 12.

² Voir André Kaspi, *Le temps des Américains, 1917-1918*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1976, p. 311.

Britanniques et Français donnent leur consentement, mais font inscrire deux observations : une réserve sur la liberté des mers (point n° 2), car conceptions britanniques et américaines divergent sur cette disposition ; un ajout visant à expliquer que la notion de « restauration des territoires envahis » évoquée par le président américain dans ses discours implique que le Reich « devra donner compensation pour tous les dommages causés aux populations civiles des nations alliées du fait de l'agression de l'Allemagne sur terre, sur mer et par la voie des airs ». L'accord entre Alliés et Associés est finalement consigné le 4 novembre par un télégramme envoyé par House à Wilson, ce qui permet à Lansing, le lendemain, de confirmer aux Allemands que la paix sera signée sur la base des quatorze points, assortis des deux observations formulées par les Alliés, et de leur demander d'envoyer les délégués auprès de Foch pour se faire entendre les conditions de l'armistice¹. La révolution allemande suit alors son cours, aboutissant, le 9 novembre, à l'abdication de Guillaume II qui se réfugie aux Pays-Bas. Les conditions inscrites dans la note Lansing du 5 novembre sont acceptées par le nouveau gouvernement présidé par Ebert, y compris celle de « compensation » pour les dommages causés, motivée par « l'agression de l'Allemagne » qui n'est alors pas contestée².

Il faut lire le compte rendu de la première réunion du 8 novembre à Rethondes pour comprendre quel rapport de forces Foch veut instituer avec les plénipotentiaires allemands afin qu'ils comprennent et reconnaissent leur position de vaincus. Jouant au chat et à la souris avec eux, il va jusqu'à leur demander quel est l'objet de leur visite. Non satisfait de leurs deux premières réponses (ils demandent d'abord quelles sont ses « propositions », puis quelles sont ses « conditions »), il leur dit qu'il n'a « aucune proposition à faire », puis qu'il n'a pas davantage « de conditions » à formuler. Il les accule ainsi à demander explicitement l'armistice et ne procède à la lecture des conditions « dans lesquelles il pourra être obtenu » qu'après avoir entendu cette demande en bonne et due forme.

Au total, dans leurs discussions avec les Alliés et Associés, les Français ont obtenu satisfaction sur de nombreux points. Les documents diplomatiques montrent leur insistance à bien séparer et à ne point confondre clauses de l'armistice et conditions de paix. Même s'ils adhèrent à celles-ci sur la base des quatorze points de Wilson, à deux réserves près, ils sont heureux d'avoir été suivis pour que les clauses de l'armistice, imposées à l'ennemi au préalable, soient essentiellement militaires sans être toutefois complètement dépolitisées. À leurs yeux, le but de l'armistice est d'affaiblir militairement le Reich, de l'empêcher de reprendre les hostilités, tout en anticipant politiquement sur certaines conditions de paix, non point en énonçant des principes abstraits, mais en préparant un terrain favorable à la satisfaction de quelques-unes des revendications concrètes de la France. La convention du 11 novembre, signée pour trente-six jours, « avec faculté

¹ Pierre Renouvin, *op. cit.*, p. 383-384.

² Vincent Laniol, « L'article 231 du traité de Versailles, les faits et les représentations. Retour sur un mythe », *Relations internationales*, 2014/2, n° 158, p. 9-25.

de prolongation », ¹ prévoit en effet l'évacuation non seulement de l'Alsace-Lorraine, des territoires occupés en France et en Belgique, mais aussi de la rive gauche du Rhin, avec des têtes de pont sur la rive droite : il s'agit de préfigurer la création d'une « frontière militaire » alignée sur le grand fleuve et de rendre automatique la restitution des provinces perdues. Elle impose aussi à l'Allemagne la livraison de ses sous-marins, de nombreux vaisseaux de guerre, de toutes sortes de matériels, d'armements terrestres. Elle inclut surtout la notion de « réparation des dommages » (article XIX), le mot de « réparation » se substituant à celui de « compensation » qui était utilisé dans les notes House et Lansing des 4 et 5 novembre. Voilà donc un armistice dur, imposé à un vaincu qui croit cependant pouvoir compter sur une future paix juste, même s'il est prévenu qu'il devra « payer » : tel est l'état du compromis provisoire entre les vainqueurs en novembre 1918 ; et voilà bien la source de nombreuses dissensions pour les semaines, les mois et les années à venir.

La tension avec Wilson perdure cependant après l'armistice, lors de la préparation de la Conférence de la Paix. Sur la question du choix du lieu où se déroulera cette dernière, elle ne dure pas longtemps. Britanniques et Américains ont d'abord une préférence pour un pays neutre, la Suisse, les premiers pour Genève, les seconds pour Lausanne. Jusserand joue sur la corde sensible de ses interlocuteurs à Washington en leur rappelant les traités signés à Paris et à Versailles en 1783, à la fin de la guerre d'indépendance des États-Unis. Versailles est d'ailleurs depuis le début 1918 le lieu du Conseil supérieur de guerre interallié. Surtout, le 4 novembre, l'ambassadeur communique habilement à Lansing des renseignements sur les milieux bolcheviques qui souhaitent faire de la Suisse le « centre de la propagande révolutionnaire pour les pays de l'Entente ». Le 9 novembre, Clemenceau lui-même intervient fortement auprès du colonel House qu'il réussit à persuader ². Le mouvement de masse à Zürich, réprimé par l'armée, et la grève générale de trois jours qui s'ensuit, finissent de persuader les Américains que la Suisse n'est pas un pays sûr ! Et le 14 novembre, Jusserand apprend enfin de la bouche du Président qu'il donne son consentement aux deux villes françaises comme lieux de la conférence. Nul doute que, déjà, dans l'imaginaire français, Paris et Versailles devaient effacer en 1919 le Paris assiégé de 1870-1871 et le Versailles qui a abrité la fondation du Reich par Guillaume I^{er} et Bismarck ³.

Plus difficiles sont les discussions dans le cadre de la préparation des « préliminaires de paix ». On croit en effet alors passer par cette étape intermédiaire, celle qui dessine les grandes lignes des dispositions qui seront ensuite précisées et développées dans les traités à conclure avec les pays vaincus. C'était cet usage qui avait prévalu en 1871 : les préliminaires du 26 février avaient précédé le traité de Francfort du 10 mai. On ne sait pas encore que

¹ Il est renouvelé le 12 décembre, le 16 janvier 1919 et, le 16 février, il est reconduit pour une durée illimitée.

² Voir document n° 149 du 9 novembre 1918.

³ Jean-Claude Allain, « Versailles », in Horst Möller et Jacques Morizet (dir.), *Allemagne-France, Lieux et mémoire d'une histoire commune*, Paris, Albin Michel, 1995.

les négociations entre Alliés et Associés seront longues au point qu'il sera jugé utile, quelques semaines plus tard, de passer directement à la conclusion des actes finaux. D'emblée, dans ces échanges, les dirigeants français mettent en avant les garanties à donner à la sécurité de la France.

Une des premières obsessions françaises, c'est de mettre au point un argumentaire justifiant que la France obtienne, à l'occasion de la restitution de l'Alsace-Lorraine, non point la frontière de 1870-1871, dérivée du second traité de Paris de 1815, mais la frontière de 1814 du premier traité de Paris, avant la défaite napoléonienne de Waterloo. Une partie du bassin sarrois, ainsi que les villes de Landau, de Sarrelouis, de Sarrebrück, avaient été rattachées à la France au XVII^e ou au XVIII^e siècle : la première en 1648 ; la deuxième en 1680, fondée par Louis XIV – d'où son nom – et fortifiée par Vauban ; la troisième pendant la Révolution, en 1797. Elles avaient été maintenues françaises en 1814, puis enlevées à elle et données à la Prusse en 1815. Il y a une véritable inflation de notes, d'études rédigées par les diplomates, les militaires, les historiens¹, les géographes², de cartes dessinées par les experts sur cette question, et le présent volume n'en a retenu qu'une petite partie. L'objectif est de reprendre ces villes et ces places qui ont facilité l'offensive prussienne en 1870 et de fixer une frontière plus facile à défendre, avec même quelques rectifications de la ligne de 1814 proposées par Foch dans sa note du 21 novembre³.

La deuxième obsession est celle du Rhin et de sa rive gauche. Faut-il l'annexer ? Dès le lendemain de l'armistice, le 12 novembre, Cambon dit à Lloyd George qu'une partie de l'opinion française serait favorable à « l'annexion à la France d'une partie des provinces rhénanes » et le Premier ministre marque aussitôt son « dissentiment », en ajoutant que Clemenceau était également opposé à ce projet. L'ambassadeur marque d'ailleurs à son tour son hostilité à cette solution, ne souhaitant pas « doter la France d'une Alsace-Lorraine allemande ». On apprend ainsi que c'est cette formule soufflée par le diplomate français qui inspire Lloyd George, lorsqu'il dénonce plus tard « une Alsace-Lorraine à l'envers » en cas d'annexion de la Rhénanie par la France. En tout état de cause, le Rhin doit constituer « la frontière militaire ». Foch, dans sa note à Clemenceau du 27 novembre⁴, propose précisément que le Rhin soit la frontière occidentale de l'Allemagne, que la rive gauche du Rhin et les têtes de pont soient occupées « pendant au moins une certaine durée de temps ». Il n'envisage pas d'annexer les pays rhénans, mais il propose qu'ils soient détachés du Reich et constitués en États autonomes, sous contrôle des Alliés, en particulier la France, la Belgique et la

¹ Voir la note rédigée par Ernest Lavisse (document n° 441 du 11 janvier 1919). Voir aussi Olivier Lowczyk, « L'historien et le diplomate en 1919 : l'usage des sciences historiques dans la négociation pour les frontières de la France », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2009/4, n° 236 ; Olivier Lowczyk, *La fabrique de la paix. Du Comité d'études à la Conférence de la Paix : L'élaboration par la France des traités de la Première Guerre mondiale*, Paris, Economica, 2010.

² Voir Paul Vidal de La Blache, « La frontière de la Sarre d'après les traités de 1814 et de 1815 », *Annales de Géographie*, 1919, vol. 28, n° 154, p. 249-267.

³ Voir document n° 225 du 21 novembre 1918.

⁴ Voir document n° 261 du 27 novembre 1918.

Grande-Bretagne. Il renouvelle sa demande presque dans les mêmes termes dans sa note du 10 janvier 1919¹, rejetant encore toute idée d'annexion et précisant qu'un régime douanier commun devrait relier ces territoires aux autres États occidentaux d'Europe.

La troisième obsession est celle des « réparations des dommages de guerre ». Il n'y a pas de chiffrage encore, mais il est question de « restitution » de l'indemnité des cinq milliards que la France a dû payer après sa défaite de 1871 : deux milliards en or dans le délai d'un mois ; trois milliards en francs français dans un délai de six mois ; et les intérêts composés pour la période 1871-1919 payables en cinquante annuités. Dans les « réparations » proprement dites, on envisage de compter les « pensions résultant de la présente guerre », à payer par l'Allemagne jusqu'en 1975². Néanmoins, cette question paraît alors ne pas avoir le caractère obsédant qu'elle aura plus tard, et la même chose peut être dite à propos de la dette contractée à l'égard des États-Unis, bien que surgisse déjà une inquiétude sur l'imminence des échéances des premiers remboursements. Le ministre des Affaires étrangères, Stephen Pichon, considère cependant que ceux-ci ne pourront pas être effectués avant la signature du traité de paix garantissant les réparations allemandes et avant la « reconstitution économique » de la France³. Voilà donc esquissée la thèse française du lien entre remboursement de la dette interalliée et paiement des réparations. Étienne Clémentel, ministre du Commerce, de l'Industrie et des Transports, champion de la coopération économique entre les démocraties occidentales, par sa vision globale, va plus loin : avant de « régler les comptes de l'Allemagne », il convient de fixer les règles de l'ordre économique mondial. Il plaide auprès de Clemenceau la nécessité d'organiser avant la signature des préliminaires de paix, une conférence réunissant les puissances alliées et associées qui décideraient de maintenir la coopération entre elles dans le domaine de la répartition des matières premières, des moyens de paiement à l'importation, de la stabilisation des changes, et de différer le retour à la liberté jusqu'à la « reconstitution économique » du monde en guerre. Si ce retour au libéralisme économique intervient trop tôt, la France, appauvrie par la guerre, sera démunie, surtout face à l'Allemagne dont l'économie est intacte et puissante. Il faudra demander davantage à celle-ci en matière de réparations pour compenser ce déséquilibre accru. Voici donc un bon conseil donné aux Américains : s'ils veulent une paix juste, il faut une organisation économique assurant au monde « un relèvement dans la sécurité » ; s'ils veulent trop vite le retour à la normale, ce sera au contraire « une paix de représailles et de châtiments »⁴.

Oui, les décideurs français voient bien en Wilson le personnage central, l'homme qu'il faut convaincre des nécessités de la sécurité militaire et économique de la France. Il convient donc de jouer sur ses sentiments

¹ Voir document n° 436 du 10 janvier 1919.

² Voir document n° 194 du 15 novembre 1918.

³ Voir document n° 362 du 20 décembre 1918.

⁴ Voir document n° 404 du 31 décembre 1918.

démocratiques et de le convaincre que les Français les partagent pleinement. Leur guerre est aussi une guerre pour le droit et contre ceux qui l'ont enfreint, Guillaume II en tête, perçu comme le principal responsable de « l'agression » de 1914 : ils font approuver par les Britanniques et les Italiens, lors des conversations interalliées de Londres du début décembre, l'idée de traduire le *Kaiser* et ses complices « devant un tribunal international »¹. Opposer un réalisme français évoquant les rapports de force à un idéalisme américain invoquant le droit serait une vue simpliste, les documents ici rassemblés le démontrent à l'envi. Sincères et manipulateurs à la fois, les diplomates, les militaires, les hommes politiques qui s'expriment sur la paix insistent sur les idéaux communs. Ils ne souhaitent pas laisser à Wilson le monopole de la cause démocratique et acceptent de parler son langage idéaliste pour l'attirer sur des positions plus réalistes. La question est de savoir comment transformer les principes, acceptables mais abstraits, en réalité, comment les appliquer : le principal point d'application difficile étant l'Allemagne, encore l'Allemagne, vaincue, mais toujours considérée comme dangereuse, par sa masse démographique et sa puissance industrielle. Le grand jeu des décideurs français – et les diplomates fourbissent leurs arguments – est de faire sortir Wilson de sa « rêverie théoricienne »², face à ce pays qu'ils estiment ne ressembler à aucun autre, pour lequel l'application des règles démocratiques n'est pas possible. Ils veulent lui faire partager leur vision de ce qu'ils jugent être la vraie « nature » germanique, leur méfiance à l'égard de ce peuple qui tente de le séduire pour obtenir une paix douce. Jusserand parle à Lansing de la nécessité que « le barbare allemand, en son épaisse immoralité, comprenne » la nouvelle donne internationale³. Foch évoque dans sa note du 27 novembre « cette nation de tout temps belliqueuse et envieuse du bien d'autrui [...], aspirant à l'hégémonie du monde », contre laquelle une seule barrière est possible : le Rhin⁴. Dans sa note du 10 janvier, il réclame cette même frontière militaire en l'assaisonnant habilement d'un vocabulaire presque wilsonien, le Rhin devenant « la barrière commune de sécurité nécessaire à la Société des Nations démocratiques »⁵. Les enjeux sont à la fois idéologiques – la lutte pour les valeurs de la démocratie – et géopolitiques : protéger la France, située géographiquement à l'avant-poste des pays épris de liberté face à cette cruelle Germanie, c'est protéger l'ensemble de ce monde qui se veut libre. Il s'agit de convaincre le président américain que l'Allemagne ne changera pas avant longtemps, que ses éventuels efforts de démocratisation ne seraient que pure « manœuvre », et qu'elle ne devra pas faire partie immédiatement de cette société internationale. Assurément, cette représentation de l'ennemi est « essentialiste ». Elle n'est pas cependant complètement univoque. Le vieux stéréotype français des « deux Allemagne » subsiste : la bonne, rhénane, romantique, libérale ; et la mauvaise, prussienne et militariste. Mais,

¹ Voir document n° 281 du 2 décembre 1918.

² Voir document n° 105 du 30 octobre 1918.

³ Voir document n° 94 du 28 octobre 1918.

⁴ Voir document n° 261 du 27 novembre 1918.

⁵ Voir document n° 436 du 10 janvier 1919.

l'opposition entre les deux images s'est atténuée : la « bonne » a été subvertie par la « mauvaise », tant la Prusse a marqué l'ensemble du Reich après l'unité construite en 1871. Le travail de « déprussianisation », y compris en Bavière, est un travail de longue haleine aux yeux des élites françaises, traumatisées par le conflit, imprégnées en 1918-1919 d'une « culture de guerre » qui se défoule essentiellement en un antigermanisme virulent. Dans ce contexte, les diplomates, Jusserand en tête, se considèrent plus proches des républicains américains que de l'administration démocrate. Ils partagent les critiques formulées par l'ancien président Théodore Roosevelt contre les quatorze points de Wilson, trop abstraits et dont l'acceptation par les Allemands leur évite la capitulation sans conditions « dont les nations honnêtes ne sauraient se passer »¹.

Dans le présent volume, un texte fait cependant entendre une voix différente, celle de Louis Aubert, directeur du Service d'études et d'informations du Haut-Commissariat de France aux États-Unis (dirigé par André Tardieu). Aubert écrit : « Il y a deux Amériques », l'une républicaine, européenne, réaliste, prête « à adopter nos haines », l'autre, démocrate, provinciale, idéaliste, concevant « d'entrée de jeu des solutions très différentes des nôtres ». Or, l'intérêt de la France, dit-il, est paradoxalement de ne pas écouter les sirènes des républicains : s'ils prônent l'expiation à imposer aux Allemands, si leur langage flatte « des passions d'avant-guerre », ils sont en réalité des impérialistes et des libéraux, favorables à la suppression des mesures interventionnistes qui favorisent l'approvisionnement à bas prix des pays associés ; à terme, ils seront prompts à écouter leur égoïsme national, à reprendre leur liberté et à abandonner tout effort de solidarité internationale. Celle-ci est au contraire au cœur des préoccupations de l'autre Amérique, celle de Wilson : il convient de ne pas décourager sa volonté d'entraide, qui s'exprime à court terme par le maintien des organisations économiques interalliées, capables de faciliter la reconstruction de l'économie française – Aubert rejoint ici Clémentel – et à long terme par l'existence d'une Société des Nations obligeant les États-Unis à assumer leurs responsabilités. Cette voix reste isolée, car, en 1918-1919, chez les diplomates français, la « culture de guerre » l'emporte encore largement sur la « culture de paix ».

Dans cette partie de bras de fer feutrée avec l'Amérique à propos de l'Allemagne, les Français peuvent compter, d'octobre 1918 à janvier 1919, sur une relative bonne entente avec les Britanniques et les Italiens, voire sur un front commun. Lloyd George se montre d'abord hostile à l'occupation de la rive gauche du Rhin, puis, il se rallie à cette solution. Quant aux Italiens, ils ont besoin de l'appui de Paris sur la question de la côte adriatique, dont la cession, promise à eux par le traité de Londres de 1915, est contestée par Wilson. Leur appui aux thèses de la France sur l'Allemagne est donc assuré. En revanche, à propos du traitement des deux autres grands vaincus, l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman, surgissent des tensions entre les grands alliés européens : franco-italiennes sur la question yougoslave et franco-britanniques sur le Moyen-Orient arabe.

¹ Voir document n° 86 du 26 octobre 1918.

La cohésion de l'Autriche-Hongrie, un empire multinational, avait été jugée fragile par ses dirigeants eux-mêmes, au point qu'ils ont pris tous les risques après l'attentat de Sarajevo en 1914 en s'en prenant à la Serbie : ils entendaient ainsi mettre fin à ce qu'ils considéraient comme étant la principale menace à l'unité impériale. Celle-ci a d'ailleurs tenu pendant presque toute la durée de la Grande Guerre ainsi déclenchée. C'est dans le « dernier quart d'heure » seulement qu'elle s'est désintégrée. Le 28 octobre, à Prague, le mouvement populaire aboutit à la création d'un État tchécoslovaque, que le Comité slovaque accepte le 30. Le 29 octobre, les Croates dénoncent leur allégeance aux Habsbourg et les Slaves du sud de l'Empire proclament leur indépendance. Ils accélèrent leurs discussions avec la Serbie sur les modalités de l'unification yougoslave, qui est formalisée le 1^{er} décembre sous la forme du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Fin octobre également, les Hongrois prennent leur liberté et le comte Károlyi forme un gouvernement indépendant. Ces événements rendent obsolète le point n° 10 de Wilson qui proposait d'accorder un « développement autonome » aux « peuples d'Autriche-Hongrie », ce que les Français ne manquent pas de rappeler pour montrer le caractère forcément vague et dépassé des quatorze points, formulés de nombreux mois avant cette accélération du temps. Wilson lui-même, à la demande autrichienne d'armistice qui lui est adressée le 7 octobre, répond le 19 que son point n° 10 est dépassé. Y a-t-il eu du côté français, par l'entremise de l'ambassadeur de France à Berne, Paul Dutasta, des négociations de dernière minute pour sauver l'Empire austro-hongrois ? Ou pour sauvegarder une union entre une Autriche allemande et la Hongrie, sans les territoires slaves qui sont impliqués dans une dynamique d'indépendance ?¹ Sans doute, les archives autrichiennes montrent ces contacts. Effectivement, Dutasta transmet à Paris ces appels au secours de Vienne. De surcroît, certains diplomates français voient encore l'avantage de conserver un vaste ensemble au centre de l'Europe qui évite la balkanisation de la région ainsi que la tentation pour les Autrichiens de se réunir à l'Allemagne. Il n'en reste pas moins vrai que le cours précipité des événements rend très vite obsolètes toutes ces discussions. Oui, on sent Jusserand réticent à l'égard « de la politique de libéralisme et de générosité que nous avons choisie », c'est-à-dire l'application du principe des nationalités qui désagrège l'Empire des Habsbourg². Il signale à Lansing, le 14 octobre, « la faiblesse du barrage que constituerait contre l'expansion allemande vers l'Est l'inévitable multiplicité de petites nations nouvellement constituées »³. Le secrétaire d'État américain acquiesce. Mais, il ajoute immédiatement qu'il n'y a plus rien à faire maintenant. L'ambassadeur est alors heureux de constater que son interlocuteur, dans ces conditions, est d'autant plus d'accord « pour penser comme nous que la faiblesse allemande devra être notre sauvegarde ». La balkanisation de l'Europe paraît secondaire par

¹ Louis-Pierre Laroche, « L'affaire Dutasta : les dernières conversations diplomatiques pour sauver l'Empire des Habsbourg », *Revue d'histoire diplomatique*, 1994/1 ; Georges-Henri Soutou, « 1918 : la fin de la Première Guerre mondiale ? », *Revue historique des armées*, 251/2008.

² Voir document n° 101 du 30 octobre 1918.

³ Voir document n° 49 du 14 octobre 1918.

rapport au danger perçu comme principal : l'Allemagne, toujours l'obsession allemande. Si l'on veut affaiblir le Reich, raison de plus de lui refuser le rattachement de la nouvelle petite Autriche. Des calculs sont faits : une telle union rapporterait plus d'habitants à l'Allemagne qu'elle n'en perdrait avec l'amputation de l'Alsace-Lorraine, du Slesvig et de la « Pologne prussienne » (10 millions contre 6 millions). Les traités interdiront finalement cet *Anschluss*. Mais, à la fin 1918, rien n'est joué. Les diplomates français soupçonnent Wilson de vouloir appliquer le principe des nationalités aux Autrichiens. De plus, si la plupart des décideurs français craignent cette perspective, ils savent qu'une Autriche hors d'Allemagne serait tentée de reconstituer une fédération avec les nouveaux États sortis de l'Empire, ce qui peut avoir des avantages (moins de balkanisation), mais aussi des inconvénients : le mécontentement des nouveaux alliés, comme les Tchécoslovaques, qui craindraient pour leur nouvelle indépendance et qui, de ce fait, voient d'un bon œil une union austro-allemande. Celle-ci n'aurait pas d'ailleurs que des inconvénients selon certaines logiques françaises de l'époque : elle pourrait contribuer à la « déprussianisation » de l'Allemagne. Simple hypothèse d'école – beaucoup, répétons-le, sont persuadés que les Allemands ne changeront plus désormais –, hypothèse qui montre cependant que les futures stipulations des traités sont loin d'être déjà gravées dans le marbre en cette fin d'année 1918.

Les Français restent champions du principe des nationalités, en Europe du moins, à condition que certains équilibres pour leur sécurité ne soient pas menacés. S'ils reconnaissent facilement, et très tôt, l'indépendance des Tchèques et leur union avec les Slovaques, ils sont plus embarrassés sur la question yougoslave. Ils ont encouragé ce mouvement tendant à unir les Slaves du sud et lui déclarent encore leur sympathie à la fin 1918, mais ils refusent d'accorder une reconnaissance formelle à leur Comité national, à la différence de ce qu'ils ont fait pour les Tchécoslovaques. Voulant ménager leur allié italien et honorer le traité de Londres signé avec ce dernier en 1915, ils préfèrent confier à la Conférence de la Paix le soin de décider la construction de ce nouvel État. Lorsque le général Diaz et les troupes italiennes franchissent la ligne de démarcation fixée par l'armistice, les Yougoslaves protestent et se tournent vers la France qui réagit avec la plus grande prudence possible, créant ainsi du mécontentement chez ses deux alliés¹. De même, les Français approuvent l'idée que la Transylvanie revienne à la Roumanie, bien que cet allié de 1916 ait connu des revers de fortune et des changements de cap : battu pendant l'hiver 1918, ce pays signe alors un traité avec les puissances centrales, et ne revient combattre aux côtés de l'Entente qu'à la dernière minute, à la fin du mois d'octobre. Mais, la question du Banat, revendiqué à la fois par deux peuples amis de la France, les Serbes et les Roumains, rend difficile l'arbitrage de Paris qui préfère s'en remettre une fois de plus à la future décision de la Conférence de la Paix.

Avec le Comité national polonais, présidé par Roman Dmowski, installé à Paris et reconnu par le gouvernement français dès le 20 septembre 1917,

¹ Frédéric Le Moal, *La France et l'Italie dans les Balkans, 1914-1919. Le contentieux adriatique*, Paris, L'Harmattan, 2006.

les choses paraissent plus simples. D'autant que la restauration de la Pologne par l'union des territoires que s'étaient partagés la Russie, l'Autriche et la Prusse, est acceptée par les puissances alliées et associées. Elle est même proclamée par le point n° 13 de Wilson. La situation devient plus difficile lorsque le 11 novembre, Józef Piłsudski proclame sur place, à Varsovie, l'indépendance de la Pologne dont il devient, quelques jours plus tard, le chef d'État provisoire. La diplomatie française se montre d'abord méfiante à l'égard de ce personnage qui n'a pas fait le même choix que Dmowski, « ententophile ». Polonais, originaire de la partie russe de la Pologne partagée – il est né près de Vilnius –, il voit au contraire dans la Russie le principal obstacle à la résurrection de son pays au point de créer des troupes polonaises qui combattent entre 1914 et 1917 du côté des puissances centrales. Lorsque celles-ci occupent la Pologne russe, il devient même ministre de la Défense dans le gouvernement qu'elles y instituent. Il rompt cependant avec ses alliés en juillet 1917 et est emprisonné par les Allemands à Magdebourg. Relâché par eux le 8 novembre 1918, il prend donc la tête du nouvel État polonais quelques jours plus tard. La France obtient finalement le rapprochement entre Piłsudski et Dmowski : le premier accepte de faire du second le délégué de la Pologne à la Conférence de la Paix. La question des Juifs polonais est également posée. Certains documents du présent volume font état de pogroms dans le pays. Au début du mois de décembre, les Britanniques souhaitent lancer un avertissement aux autorités polonaises pour qu'elles mettent fin à ces actes et entendent associer le gouvernement français à cette démarche. Stephen Pichon, tout en étant « d'accord sur la nécessité de faire cesser ces excès », pense que cette déclaration « très grave » ne correspond pas exactement à la réalité et rappelle que « les Israélites de Pologne ont pendant l'occupation collaboré étroitement avec les Austro-Allemands »¹. Il est vrai que l'entrée des troupes allemandes à Varsovie le 3 août 1915 a été bien accueillie par la population juive de la capitale qui espère voir ainsi finie l'ère du tsarisme en Pologne et de son cortège de pogroms. De ce point de vue, les deux guerres mondiales ne se ressemblent pas. Varsovie 1915 n'est pas Varsovie 1943. Cette « collaboration » – le mot est déjà là sous sa forme verbale, même s'il n'a pas toute la charge symbolique qu'il acquerra plus tard – explique cette acrimonie française. Certains textes présentés ici laissent même percer un antisémitisme évident du côté français, à l'encontre des Juifs de Pologne ou de Juifs d'ailleurs.

Au Moyen-Orient, l'application des accords Sykes-Picot de 1916, préfigurant un partage franco-britannique des provinces arabes, n'est pas aisée. Ces accords prévoyaient : deux zones d'administration directe, la zone bleue française en Syrie littorale, Liban et Cilicie, la zone rouge britannique en basse Mésopotamie et au Koweït ; et deux zones « arabes », la zone A d'influence française (la Syrie intérieure) et la zone B d'influence britannique (la Mésopotamie moyenne). De surcroît, dans la zone brune d'administration internationale (Palestine), le protectorat religieux de la

¹ Voir document n° 289 du 3 décembre 1918.

France devait être préservé¹. La première question est de savoir quel serait le moment le plus propice pour informer les États-Unis de cet arrangement de type impérial qui ne plaira pas nécessairement à leur président. La difficulté résulte aussi du rapport de force entre Britanniques et Français sur le terrain, largement à l'avantage des premiers qui ont assumé seuls ou presque la victoire militaire dans la région. Très vite s'établit la suspicion que la Grande-Bretagne profite de la faiblesse des moyens engagés par la France au Moyen-Orient pour l'évincer et vider les accords de 1916 de leur substance. Le général Allenby, commandant en chef des troupes alliées, laisse peu de liberté d'action au haut-commissaire français François Georges-Picot, cosignataire des accords de 1916, y compris dans la zone bleue où l'armée britannique est encore en place². Picot demande instamment à Paris de renforcer la présence militaire française. Il rend compte aussi des « intrigues » britanniques visant à discréditer les Français auprès des populations arabes et à faire croire qu'ils administreront la Syrie comme l'Algérie, qu'ils y installeront une administration purement coloniale. Le différend porte aussi sur la question du « royaume arabe » ou de la « confédération d'États arabes » promis par Londres à Hussein, roi du Hedjaz. Les Français se déclarent d'accord sur « la nécessité de respecter l'administration indigène de territoires arabes » libérés, mais ils considèrent que cette politique doit être prudente pour ne pas laisser trop de place aux Hachémites, en particulier en Syrie, ce qui reviendrait, soupçonnent-ils, à mettre celle-ci sous influence, « immédiate ou future » des Britanniques³. De même qu'il y a deux Allemagne, deux Amérique dans les imaginaires des diplomates français, il y a « deux Angleterre », celle qui est la bonne alliée, qui cherche aussi à affaiblir le Reich allemand, et la « perfide Albion » qui tente d'écarter les Français du Moyen-Orient. Grande est leur méfiance aussi à l'égard de Fayçal, le fils de Hussein, qui, s'invitant en France à la fin novembre 1918, sans vraie conversation préalable, y est très fraîchement reçu. On lui fait comprendre l'inutilité de son déplacement : aucune conversation politique ne sera engagée avec lui lors de son séjour ; s'il souhaite de tels entretiens, il devra les ouvrir à son retour en Syrie avec le haut-commissaire français Georges-Picot. Le célèbre colonel Lawrence qui l'accompagne est même prié de s'en retourner à Londres : l'officier s'exécute, non sans envoyer une lettre comprenant sa croix de guerre que, rageusement, il rend aux autorités françaises⁴. De nombreux textes font également référence au sionisme en Palestine : pour rappeler que la France a contresigné la déclaration Balfour de 1917 ; ou pour s'inquiéter des manifestations antisionistes des chrétiens et des musulmans que Fayçal instrumentalise au profit de son idée d'empire arabe ; ou pour regretter que la France n'ait pas une « politique juive » cohérente et globale, pas seulement en Orient, mais aussi en Europe, contrairement à la Grande-Bretagne et

¹ Catherine Nicault, « La fin du protectorat religieux de la France à Jérusalem (1918-1924) », *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem*, 4/1999.

² Voir document n° 173 du 12 novembre 1918.

³ Voir document n° 9 du 2 octobre 1918.

⁴ Voir document n° 279 du 1^{er} décembre 1918.

aux États-Unis¹. Quant à l'Arménie, l'espoir est alors de la voir « autonome » sous tutelle des Français, déjà présents en Cilicie, l'incertitude étant totale sur la question de savoir s'il sera possible de réunir « l'Arménie turque » et « l'Arménie russe ».

La Russie est très présente dans les documents diplomatiques français de l'époque, même si elle n'est pas directement l'objet des négociations de paix. Le pouvoir bolchevique inquiète, ainsi que la contagion révolutionnaire qu'il peut induire en Europe, et particulièrement en Allemagne. La masse des textes sur la situation de ce pays, sur la guerre civile qui y sévit, est imposante. Seul un nombre limité de textes a pu être publié ici. Ils montrent ou confirment que le contexte russe conditionne le contexte européen de sortie de guerre. L'armistice du 11 novembre annule le traité de Brest-Litovsk et impose aux Allemands le retrait de leurs troupes de Russie. Les Alliés ayant décidé de soutenir les adversaires des bolcheviques ont envoyé des contingents militaires, en particulier au nord : à Arkhangelsk. Joseph Noulens, l'ambassadeur français qui a dû quitter Petrograd en février, s'installe dans ce port. En août 1918, un gouvernement, dirigé par Nikolai Tchaïkovski, qui se veut l'un des héritiers du Gouvernement provisoire renversé par les bolcheviques, s'y établit également. Mais il existe d'autres gouvernements qui combattent Lénine et Trotski, un à Samara où dominent les socialistes révolutionnaires, un autre à Omsk. En septembre, par la déclaration d'Oufa, l'unité semble se faire entre ces autorités, avec la constitution d'un gouvernement panrusse qui, sous la direction de Nikolai Avksentiev, se met en place à Omsk. Mais, le 18 novembre, un coup d'État donne le pouvoir au sein de ce gouvernement à l'amiral Koltchak. La situation est confuse et les diplomates français ne peuvent que suivre les événements et en rendre compte. Sur le terrain, il y a bien la légion tchèque et slovaque, commandée par deux généraux français, Janin et Štefánik. Mais, le premier d'entre eux est notoirement hostile à Koltchak, ce qui complique les relations avec ce gouvernement. Les Français s'inquiètent aussi des initiatives britanniques dans les nouveaux États appelés à naître dans la Baltique et s'évertuent à mener une propagande mieux ciblée jusque dans la zone d'influence concédée à cet allié en Russie du nord². Quant à la violence des bolcheviques et la terreur de masse qu'ils instaurent, elles sont bien décrites. Un des textes, rédigé en décembre³, raconte l'assassinat du tsar et de sa famille qui a eu lieu au mois de juillet précédent, récit qui ne correspond pas nécessairement à d'autres témoignages, mais qui entend montrer ainsi l'horreur du régime. Si au début de 1918, Joseph Noulens pense que les bolcheviques ne pourront pas rester longtemps au pouvoir, il change vite d'avis, constatant leur influence grandissante et l'incapacité des gouvernements « blancs » à contrer leur propagande. Marcel Guiard, chargé d'affaires à Arkhangelsk, réclame une intervention militaire massive et frontale sur Moscou ou Petrograd avec l'aide des Finlandais du général Mannerheim⁴. Stephen Pichon

¹ Voir document n° 453 (note remise le 15 janvier 1919).

² Voir document n° 374 du 23 décembre 1918.

³ Voir document n° 300 du 5 décembre 1918.

⁴ Voir document n° 389 du 27 décembre 1918.

répond vertement que la France vient d'envoyer en décembre des troupes à Odessa. Ayant « porté le poids le plus lourd des sacrifices de la guerre », elle ne pourra aller plus loin dans l'effort et « n'est pas en mesure d'agir seule ». Il se permet d'ajouter : « Le gouvernement français est mieux placé que vous pour apprécier à tout instant les possibilités pratiques de l'action des Alliés, les difficultés de tout ordre qui s'opposent à des solutions simplistes »¹.

Le ton est donné ! Les relations entre le ministre et ses diplomates ne sont pas toujours faciles. Les documents ici présentés mettent en scène de fortes personnalités. C'était l'époque où les ambassadeurs pouvaient rester très longtemps au même poste : Camille Barrère à Rome de 1897 à 1924, Paul Cambon à Londres de 1898 à 1920, Jean-Jules Jusserand à Washington, de 1902 à 1924. Ils ne sont pas loin de penser que le détenteur du portefeuille ministériel n'est qu'un passager éphémère qui a beaucoup à apprendre d'eux. Forts de leur expérience, ils ont des idées sur tout et n'hésitent pas à donner leur avis sur tous les aspects de la politique extérieure française. La lettre privée que Cambon écrit à Barrère le 3 octobre 1918 montre la piètre idée qu'il se fait de Pichon et des « bureaux du Quai d'Orsay »². Cela dit, le lecteur prendra plaisir à lire les dépêches, notes et télégrammes rédigés avec brio par ce triumvirat influent, dans un style vivant et imagé. Stephen Pichon se montre d'ailleurs souvent à la hauteur dans ses réponses à leurs arguments. Tous trois, mais aussi Alexandre-Robert Conty à Copenhague, Paul Dutasta à Berne, incarnent bien la diplomatie traditionnelle, « réaliste » au sens où l'entend la science politique, c'est-à-dire peu sensible à la philosophie wilsonienne : leur vision, en principe fondée sur l'intérêt national, le bon sens et la raison, reflète bien cependant, sans qu'ils s'en rendent compte, un inconscient collectif submergé par les peurs et les passions françaises de l'époque. Les militaires jouent aussi un grand rôle dans l'élaboration de la politique extérieure en ce contexte de sortie de guerre : Foch, bien évidemment, mais aussi Franchet d'Espèrey. Certaines critiques venant d'eux sont mal venues et mal vues. Lorsque le général Berthelot prend à son compte les « récriminations roumaines » contre la France, Clemenceau prend le temps de lui écrire un télégramme argumenté et acerbe, lui reprochant de ne pas s'être inscrit en faux contre ces reproches infondés et lui faisant sentir le primat du pouvoir civil sur le pouvoir militaire : « Si vous persistez à différer avec votre gouvernement sur ces différents points, vous avez naturellement le droit de demander votre rappel »³.

Ce volume permet enfin de faire un tour du globe terrestre, un tour des États proches ou lointains, belligérants ou non belligérants. Il était important de publier les documents montrant comment les différents États, sur tous les continents, Amérique latine comprise, ont réagi à la nouvelle de l'armistice du 11 novembre. La victoire des Alliés et Associés suscite une

¹ Voir document n° 397 du 29 décembre 1918.

² Voir document n° 11 du 3 octobre 1918.

³ Voir document n° 449 du 15 janvier 1919.

véritable émotion mondiale. Les réactions qu'elle provoque font souvent écho aux divisions internes au sein de chaque société face à la démocratie : l'Espagne a été neutre, mais il y a bien déjà deux Espagne, l'une qui applaudit, l'autre qui est plus distante, et ces deux parties de l'opinion publique, bien décrites par les diplomates, préfigurent déjà les deux camps qui s'affronteront en 1936. Oui, la cause démocratique est bien présente dans l'esprit des vainqueurs, mais aussi dans l'esprit de ceux qui les regardent de loin. L'autre préoccupation des pays non belligérants ou neutres est de savoir quelle sera leur place dans la Conférence de la Paix. La position française est claire : la plus petite possible car ces nations, même si leurs régimes sont libéraux, n'ont pas versé leur sang pour le droit, la liberté et la civilisation. La France est victorieuse, mais exsangue, inquiète et soucieuse d'obtenir des garanties pour sa sécurité. Les préparatifs s'accroissent à la fin novembre et au mois de décembre, au moment où le président Wilson fait son premier voyage en Europe et en France. On étudie par exemple minutieusement la façon dont se sont déroulés les précédents Congrès : de Vienne en 1815, de Paris en 1856, de Berlin en 1878¹. Tout doit être fait pour que la Conférence soit réussie, y compris sur le plan matériel et protocolaire. Car, les organisateurs sont bien conscients que ce grand rassemblement des États qui s'ouvre le 18 janvier 1919 doit faire de Paris, pour un temps, la capitale du monde.

Robert Frank et Gerd Krumeich

¹ Voir document n° 227 du 21 novembre et document n° 253 du 27 novembre 1918.

TABLE MÉTHODIQUE

NOTE. Le principe adopté pour l'établissement de cette liste est le suivant¹ :

- les documents concernant des affaires dont l'importance dépasse un cadre géographique spécifique sont classés sous les rubriques générales ;
- les autres documents sont classés sous de grandes rubriques géographiques.

I. – DEMANDES D'ARMISTICES ET DE PAIX

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
1918				
27 sept.	Paris (Europe) au Havre, à Madrid, Berne, Londres, Rome, Washington, Tokyo, Arkhangelsk, Athènes et Corfou	Demande d'armistice de la Bulgarie. Conditions d'armistice du général Franchet d'Espèrey.	T.	1
30	Présidence du Conseil à Londres	Suite aux désaccords relatifs à la conclusion de l'armistice bulgare, Clemenceau indique son opposition à toute idée de paix séparée avec la Bulgarie.	T.	2
30	Paris (Europe) à Londres, Washington et Rome	Conclusion de l'armistice avec la Bulgarie. Plainte du gouvernement français contre l'attitude du consul général américain à Sofia, Dominick Murphy.	T.	3
30	Paris (Europe) à Arkhangelsk, Rome, Londres, Washington, Tokyo, Le Havre, Corfou et Athènes	Envoi des conditions d'armistice avec la Bulgarie par le général Franchet d'Espèrey.	T.	5
5 oct.	Berne à Paris	Annnonce de la demande d'armistice allemande et austro-hongroise	T.	14
6	Londres à Paris	Nécessité d'une discussion commune entre Alliés concernant les conditions de paix. Vues sur les Quatorze points de Wilson.	T.	17
6	Paris	Objections à la négociation d'un armistice comme préalable aux négociations de paix.	N.	18

1 Les lettres A., ARR., C., C.R., D., I., L., MÉMO, N., P.V., R., RÉS., T. désignent respectivement un accord, un arrangement, une circulaire, un compte-rendu, une dépêche, des instructions, une lettre, un mémorandum, une note, un procès-verbal, un rapport, une résolution, un télégramme.

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
7	Washington à Paris	Réactions américaines à la note alle- mande.	T.	19
8	Commandement en chef des Armées alliées à présidence du Conseil	Lettre et note sur les conditions éven- tuelles d'un armistice avec l'Allemagne.	L. + N.	21
9	Paris (Europe) à Washington	Envoi de deux notes destinées au pré- sident Wilson et contenant les réactions des dirigeants français, britannique et italien au premier échange de notes entre Allemands et Américains.	T.	23
9	Paris (Europe) à Washington, Londres, Rome et Berne	Intentions allemandes concernant la demande d'armistice.	T.	24
9	Washington à Paris	Réactions aux États-Unis à la réponse de Wilson aux Allemands.	T.	25
10	<i>Idem</i>	Entrevue de Jusserand avec Wilson concernant l'armistice; demande fran- çaise de la nomination d'un délégué américain pour les futures conversa- tions interalliées.	T.	28
10	Paris à Rome, Londres, Arkhangelsk, Washington, Berne, Madrid, Athènes, Le Havre et Copenhague	Objet de la conférence interalliée de Paris du 6 au 9 octobre 1918.	T.	29
10	Paris à Rome	Impressions du chef de cabinet du ministre suite aux conférences interal- liées. Attitude italienne dans la guerre. Dévastations allemandes.	L.	30
11	Paris à Washington, Londres et Rome	Inquiétudes et état d'esprit des Alliés à la suite du premier échange de notes entre Américains et Allemands.	T.	32
Non daté. Reçu le 12	Washington à Paris	Précisions obtenues par Jusserand sur les vues de Wilson sur l'armistice et dis- sipation des malentendus.	T.	35
Non daté. Reçu le 12	<i>Idem</i>	Deuxième entretien du président Wil- son avec Jusserand depuis l'échange de notes du Président avec l'Allemagne ; vues de Jusserand sur les Quatorze points.	T.	36
Non daté. Reçu le 13	Londres à Paris	Considérations sur les Quatorze points de Wilson.	T.	40
13	Rome à Paris	Critiques de Wilson, qui agit en solitaire, et de ses Quatorze points.	T.	42

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
13	Paris à ambassade du Royaume- Uni à Paris	Communication éventuelle au président Wilson des propositions alliées de clauses d'un armistice avec la Turquie.	N.	44
14	Washington à Paris	Visite rendue à Robert Lansing : vues sur la future paix (Alsace-Lorraine, Pologne, Slesvig, Autriche).	T.	49
15	Londres à Paris	Nécessité de se mettre d'accord entre Alliés au préalable sur les conditions de paix et de ne pas suspendre les hostilités.	T.	52
15	Paris (Europe) à Rome	Réactions aux deux notes de Wilson. État d'esprit en France.	L.	53
16	Berne à Paris	Réactions du comte Andrassy à la deuxième note de Wilson.	N.	56
17	Rome à Paris	Réactions de Barrère à la deuxième note de Wilson.	T.	60
17	Paris à Londres, Rome et Washington	Réponse du gouvernement à la suggestion de Paul Cambon d'entrer dans les pourparlers de paix sans signer d'armistice. Opposition aux paix séparées. Nécessité de discussions avec les Alliés concernant les futures conditions de paix et l'application des traités secrets.	T.	61
17	Rome à Paris	Échanges avec Orlando suite à la deuxième note de Wilson. Optimisme du président du Conseil italien concernant la fin de la guerre.	T.	62
21	Paris à Washington	Demande du gouvernement français d'attirer l'attention de Wilson sur la complexité de la question autrichienne.	T.	69
22	Paris (Europe) à Washington, Londres et Rome	Texte du télégramme britannique adressé aux Américains concernant les conditions de l'armistice avec l'Allemagne et l'attitude du président Wilson.	T.	71
22	Paris à Washington, Londres et Rome	Réactions françaises au télégramme envoyé par le gouvernement britannique aux Américains le 21 octobre concernant les conditions d'armistice avec l'Allemagne et l'attitude de Wilson.	T.	72
22	Rome à Paris	Réactions d'Orlando à la note de Wilson du 20 octobre. Souhait de Barrère de voir s'arrêter la conversation germano-américaine.	T.	73
23	Paris (Europe) à Rome et Washington	Réactions du gouvernement français à l'entrée en pourparlers des Britanniques avec les Turcs à Moudros en vue de la conclusion d'un armistice.	T.	75
24	Paris à Londres, Rome et Washington	Réactions du gouvernement français à la réponse de Wilson (23 octobre 1918) à la note allemande du 20 octobre.	T.	79

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
Non daté. Reçu le 25	Washington à Paris	Troisième note de Wilson aux Allemands ; réactions aux États-Unis.	T.	82
27	Berne à Paris	Demande d'armistice et de paix de l'Autriche-Hongrie.	T.	89
28	<i>Idem</i>	Vues du ministre de Bavière à Berne sur la demande d'armistice et la paix.	T.	92
28	Paris (anonyme)	Note sur les conditions d'armistice.	N.	95
29	Rome à Paris	Vues de Barrère sur les démarches auprès des alliés du gouvernement austro-hongrois.	T.	98
29	Paris à Washington	Projet de réponse française à la note de Wilson du 23 octobre transmettant sa correspondance avec les Allemands. Refus d'endosser les Quatorze points comme bases de la paix.	T. (PROJET)	99
29	Corfou à Paris	Attitude de l'Empire Habsbourg ; demande d'armistice austro-hongrois.	D.	100
30	Paris à destinataires non désignés	Au sujet de l'armistice avec l'Autriche-Hongrie.	N.	103
30	Paris	Projet de réponse au président Wilson sur les Quatorze points comme bases de la paix.	N.	104
30	Paris à Rome	Suite des conversations interalliées et attitude vis-à-vis des Quatorze points de Wilson.	L.	105
2 nov.	Berne à Paris	Absence de réactions du Département aux communications du comte Andrassy.	T.	112
2	Paris (anonyme)	Clauses morales de l'armistice.	N.	115
Non daté. Reçu le 5	Washington à Paris	Crainte de Wilson d'un rejet de l'armistice par l'Allemagne. Nécessité pour Jusserand que l'Allemagne se reconnaisse battue et vaincue.	T.	126
5	Rome à Paris	Manque d'information de l'ambassadeur Barrère concernant l'armistice autrichien.	T.	127
6	Paris à Londres, Rome, Washington et Le Havre	Nomination des plénipotentiaires allemands pour négocier l'armistice.	T.	133
8	Anonyme	Première rencontre entre les plénipotentiaires allemands et le maréchal Foch à Rethondes.	N.	145
9	Présidence du Conseil à Premier ministre britannique, Président du Conseil italien et ministre des Affaires étrangères belge	Signature éventuelle de l'armistice. Situation intérieure de l'Allemagne.	T.	151

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
10	Présidence du Conseil à Londres et Rome	Message de Clemenceau à Lloyd George et Orlando sur la révolution allemande.	T.	154
10	Présidence du Conseil à Londres, Rome et Le Havre	Décision allemande de signer l'armis- tice.	T.	155
11	Présidence du Conseil à Londres, Rome, Le Havre et Washington	Signature de l'armistice à Rethondes.	T.	160
11	Paris (ministre) à tous les postes	Annnonce de la signature de l'armistice aux agents du Quai d'Orsay.	T.	161
11	Affaires étrangères à la presse	Communiqué de presse du ministre pour la signature de l'armistice.	COMMU- NIQUÉ	168
11	Washington à Paris	Lecture des conditions de l'armistice au Congrès américain. Discours de Wil- son.	T.	169
15	Paris (Europe) à Washington, Londres, Rome, Madrid, Berne, Le Havre et Lisbonne	Félicitations du gouvernement britan- nique à l'occasion de la signature de l'armistice.	T.	191
16	Washington à Paris	Message de Wilson aux Allemands leur demandant d'adresser leurs communi- cations à tous les Alliés et non aux seuls Américains.	T.	205
29	Paris à Berne, Washington, La Haye, Copenhague, Londres, Rome et Bruxelles	Communications du gouvernement alle- mand.	T.	268
Non daté. Reçu le 11 déc.	Washington (New York) à Paris	Réponse américaine visant à stopper le dialogue direct instauré entre Washing- ton et Berlin.	T.	324
15 déc.	Paris à Tokyo, Rome, Londres, Washington et Bruxelles	Prolongation de l'armistice avec l'Alle- magne.	T.	343
1919				
Non daté. Reçu le 1 ^{er} janvier	New York (Washington) à Paris	Réponse américaine à des propos des délégués américains de Spa sur un éven- tuel prêt aux Allemands.	T.	406
9	Présidence du Conseil à Guerre	Demandes françaises à insérer lors du renouvellement de l'armistice avec l'Al- lemagne de la mi-janvier 1919.	L.	434

II. – PRÉPARATION DU CONGRÈS DE LA PAIX

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
1918				
11 oct.	Paris à Washington	Lieu de la Conférence de la Paix.	T.	31
16	Paris à Londres, Rome, Washington, Berne, La Haye et Madrid	Conférence de la Paix. Candidature de Bruxelles.	T.	55
28	Washington à Paris	Vues du secrétaire d'État Lansing sur les caractéristiques de la paix.	D.	94
3 nov.	<i>Idem</i>	Choix du siège de la Conférence de la Paix ; opinion de Wilson.	T.	120
4	<i>Idem</i>	Inconvénients du choix d'une ville suisse comme siège de la Conférence de la Paix.	T.	124
5	Paris	Au sujet du fait de confier à de petits États la gestion des anciennes colonies allemandes.	N. PROJET	130
7	Paris (anonyme)	Sur la liberté des mers.	N.	140
9	Paris à Washington	Défense de Paris et Versailles comme sièges de la Conférence de la Paix.	T.	149
13	Londres à Paris	La préparation britannique de la paix.	T.	181
14	Washington à Paris	Choix du siège de la Conférence de la Paix.	T.	187
15	Présidence du Conseil à Londres	Venue du président Wilson en Europe.	T.	189
15	Rio de Janeiro à Paris	Représentation du Brésil à la Confé- rence de la Paix par Domicio Da Gama.	T.	190
15	Paris (Affaires politiques et commerciales)	Examen des conditions de paix.	N.	194
18	Pékin à Paris	Représentation de la Chine au Congrès de la Paix.	T.	209
19	Paris à Rio de Janeiro	Au sujet de la représentation du Brésil à la Conférence de la Paix.	T.	213
21	Paris à ambassade du Royaume- Uni à Paris	Au sujet de la venue en France de l'émir Fayçal à la Conférence de la Paix.	N.	226
21	Paris (Affaires politiques et commerciales)	Note sur le Congrès de la Paix (procé- dure).	N.	227
22	Rio de Janeiro à Paris	Au sujet de la représentation du Brésil à la Conférence de la Paix et du rôle de Domicio Da Gama.	T.	229

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
Non daté. Reçu le 24	Mexico à Paris	Représentation éventuelle du Mexique à la Conférence de la Paix.	T.	239
24	Paris à Rome, Londres, Washington et Bruxelles	Au sujet de la date du Congrès de la Paix.	T.	240
26	Paris (Europe) à destinataires non désignés	Conversations Berthelot-Frazier sur la procédure du Congrès de la Paix.	N.	251
27	Paris à Londres, Rome et Washington	Propositions françaises pour la procédure du Congrès de la Paix.	T.	253
28	Bruxelles à Paris	Demande belge pour participer à la Conférence de la Paix.	T.	256
28	Tokyo à Paris	Plénipotentiaires japonais à la Conférence de la Paix.	T.	257
28	Guerre à présidence du Conseil	Propositions de paix du maréchal Foch.	L.	261
28	Londres	Conversation de Paul Cambon avec Balfour.	N.	263
29	Londres à Paris	Vues d'A. de Fleuriau sur la procédure de la Paix.	N.	272
2 déc.	Londres	Conclusions de la Conférence interalliée de Londres (2 décembre 1918, 11 heures du matin).	C.R.	281
2	Clemenceau, Lloyd George et Orlando à Wilson (via House)	Demande de mise en jugement du Kaiser.	T.	283
2	Paris à La Haye	Reproche aux Pays-Bas concernant la réalité de l'abdication de Guillaume II.	T.	284
3	Londres	Conclusions de la Conférence interalliée de Londres du 3 décembre 1918 (11 h. 15).	C.R.	285
3	<i>Idem</i>	Conclusions de la Conférence interalliée de Londres du 3 décembre 1918 (16 h.).	C.R.	286
4	Athènes à Paris	Composition de la délégation hellénique à la Conférence de la Paix. Influences britanniques sur Venizélos.	T.	291
6	Paris à Washington	Préventions contre la représentation chinoise à la Conférence de la Paix.	T.	302
8	Rome à Paris	Vœu du maintien du secret dans les futures négociations de paix.	T.	311
12	Rio de Janeiro à Paris	La présidence de la délégation brésilienne à la Conférence de la Paix confiée à Eпитacio Pessoa.	T.	328

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
13	Paris (Direction politique) à ambassade du Royaume-Uni à Paris	Représentation des puissances à la Conférence de la Paix.	L.	336
14	Poincaré à Wilson	Discours et toast proposé par le président de la République, Raymond Poincaré, au président Wilson lors du déjeuner à l'Élysée.	DIS- COURS	341
15	Londres	Liste des plénipotentiaires britanniques à la Conférence de la Paix.	N.	345
17	Paris (Amérique) au ministre	Représentation des puissances de l'Amérique latine à la Conférence de la Paix.	N.	350
23	Salonique à Paris	Représentation serbe et yougoslave à la Conférence de la Paix.	T.	372
23	Paris (Affaires politiques et commerciales)	Note sur les règlements de la paix.	N.	378
25	Paris à Washington	Wilson et la Conférence internationale ouvrière.	T.	384
28	Belgrade à Paris	Délégués yougoslaves au Congrès de la Paix.	D.	394
1919				
2 janvier	Paris (Affaires politiques et commerciales)	Les idées du président Wilson. Divergences de vues avec les gouvernements alliés.	N.	410
5	Londres à Paris	Refus d'entrer en négociation avec les pays ennemis avant la Conférence de la Paix.	T.	419
6	Rome à Paris	Visite de Wilson en Italie.	T.	423
7	Paris	Aide-mémoire sur la participation de la Russie à la Conférence de la Paix.	MÉMO	427
15	Paris à Bucarest	Reconnaissance de la Roumanie comme puissance alliée au Congrès de la Paix.	T.	449
17	Rome à Paris	Nomination des délégués italiens à la Conférence de la Paix.	T.	455
17	Présidence du Conseil à destinataires non désignés	Plan général de clauses financières.	N.	458

III. – SOCIÉTÉ DES NATIONS

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
1918 16 oct.	Londres à Paris	Procédure de la paix, Société des Nations et régime international des fleuves et détroits.	D	57
12 déc.	Paris à Stockholm, Christiania, Copenhague, Washington, Londres, Rome, Berne, Madrid, Bruxelles, La Haye, Lisbonne et Arkhangelsk	Participation des pays scandinaves aux discussions sur la future Société des Nations.	T.	329
22	Paris	Impossibilité d'admettre de suite les États ennemis à la Société des Nations.	MÉMO	369
29 1919	Paris (Asie)	Les sanctions de la Société des Nations.	N.	395
17 janvier	Présidence du Conseil	Projet d'une section financière de la Société des Nations.	N.	459

IV. – AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
1918 10 oct.	Londres à Paris	Conditions économiques de paix de Wilson.	D.	26
20	Paris à Londres	Contrôle interallié des matières premières et politique économique internationale après la guerre.	MINUTE	66
24	Londres à présidence du Conseil, Commerce, Armement, Approvision- nement et Blocus	Vues américaines (Hoover) sur le blocus et le commerce mondial après la guerre.	T.	80
3 nov. 3	Londres à Paris	Rôle des organisations interalliées.	D.	117
	Commissariat général aux Essences et Combustibles à présidence du Conseil	Politique française du pétrole et la paix.	N.	119

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
15	New York à Blocus	Influence de l'armistice sur la politique générale du <i>War Trade Board</i> .	T.	197
20	Londres à Paris	Reprise de la liberté des transactions commerciales.	T.	217
20	Paris	Commerce en Alsace-Lorraine.	N.	220
24	Blocus à Londres	Sur l'ABC (<i>Allied Blockade Committee</i>).	T.	237
8 déc.	Paris à presque tous les postes	Action économique des pays alliés sur les marchés étrangers.	T.	309
12	Londres à présidence du Conseil	Ravitaillement des pays libérés. Initia- tive de Wilson.	T.	327
12	Commerce à ambassade du Royaume-Uni à Washington	Ravitaillement des Alliés.	MÉMO	330
Non daté. Reçu le 17	Washington à Paris	Reconquête du marché américain par les produits français.	T.	349
18	New York à Paris	Création à New York du <i>France-Ameri- can Board of Commerce and Industry</i> . En annexe, statuts du comité.	D.	356
20	New York (haut- commissariat) à Paris	Politique générale du blocus.	T.	360
23	Présidence du Conseil à présidence des États-Unis	Maintien des conseils de ravitaillement contre l'avis américain.	N.	376
23	Affaires étrangères à présidence des États-Unis	Sur l'organisation du ravitaillement général.	L.	377

V. – EUROPE

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
A. EUROPE OCCIDENTALE				
1. BELGIQUE				
1918 28 oct.	Le Havre à Paris	Demande de la Belgique à participer aux négociations des conditions d'ar- mistice. Appréciations belges concer- nant les Quatorze points.	T.	93

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
31	<i>Idem</i>	Inquiétudes de la Belgique au sujet des dispositions de la France vis-à-vis de la réalisation de ses aspirations.	D.	107
3 nov.	Paris au Havre, à La Haye, Londres, Rome, Washington et Berne	Au sujet des relations franco-belges.	T.	121
23	Bruxelles à Paris	Entrée à Bruxelles de la famille royale.	T.	233
24	Bruxelles à Paris	Cérémonies à Bruxelles en l'honneur du Roi et de la Reine de Belgique.	D.	243
28	Paris à Londres et Bruxelles	L'avenir des relations économiques franco-belges.	T.	259
29	Paris à Bruxelles	Participation belge aux travaux du Conseil supérieur de guerre et à la Conférence de la Paix.	T.	267
2. LUXEMBOURG				
1918				
23 oct.	Paris à Berne, Londres, Rome, Washington et Le Havre	Démarche de la Grande Duchesse de Luxembourg auprès de la Papauté en vue de l'évacuation du territoire luxembourgeois par l'occupant et la reconnaissance de la neutralité du Luxembourg par tous les belligérants.	T.	76
16 nov.	Le Havre à Paris	Agitation créée dans la population luxembourgeoise en faveur de l'annexion du Grand-Duché à la France.	T.	198
3. PAYS-BAS				
1918				
21 nov.	Paris à La Haye, Londres, Washington, Rome et au Havre	Passage accordé à des unités allemandes à travers le Limbourg hollandais.	T.	223
25	La Haye à Paris	Entretien de l'ambassadeur français avec le président du Conseil néerlandais au sujet du passage de troupes allemandes par le Limbourg, du séjour aux Pays-Bas de l'ex-empereur Guillaume II, des internés allemands aux Pays-Bas et du ravitaillement de l'Allemagne.	T.	245

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
4. ROYAUME-UNI				
1918				
12 oct.	Londres à Paris	L'Angleterre et les atrocités allemandes.	D.	38
22 nov.	<i>Idem</i>	Visite du roi d'Angleterre en France.	T.	231
4 déc.	<i>Idem</i>	Visite de Foch et Clemenceau à Londres. Conversations interalliées.	D.	293
5. SUISSE				
1918				
13 nov.	Berne à Paris	Lutte contre la propagande « germano-bolcheviste » en Suisse.	L.	183
1919				
17 janvier	<i>Idem</i>	Voyage du président de la Confédération en France.	T.	456
B. ALLEMAGNE				
1. RESTITUTION DE L'ALSACE-LORRAINE				
1918				
18 oct.	Londres à Paris	La Paix et la question des élections en Allemagne.	D.	65
Non daté. Reçu le 21	Washington à Paris	Sur le sens à donner au point de Wilson sur l'Alsace-Lorraine.	T.	68
4 nov.	Rome à Paris	Intentions du président Wilson concernant l'Alsace-Lorraine, la Sarre et vues de l'ambassadeur sur ces sujets.	T.	122
28	Rome	La question ecclésiastique en Alsace-Lorraine.	N.	262
12 déc.	Berne à Paris	Au sujet de la propagande allemande concernant l'Alsace-Lorraine et des moyens de s'y opposer.	T.	333
2. FRONTIÈRES OCCIDENTALES DE L'ALLEMAGNE				
1918				
1 ^{er} nov.	Paris (Affaires politiques et commerciales)	Frontières de l'Alsace et de la Lorraine.	N.	110
1 ^{er}	<i>Idem</i>	Note sur l'Alsace et les mines de la Sarre.	N.	111
5	<i>Idem</i>	Occupation par des troupes françaises des zones relevant de la frontière de 1814.	N.	129

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
10	<i>Idem</i>	Future frontière entre l'Alsace-Lorraine et l'Allemagne.	N.	157
12	Londres à Paris	Échange de vues sur la paix entre Paul Cambon et Lloyd George. Frontière de 1814 en Alsace.	L.	178
20	Paris (Affaires politiques et commerciales) à destinataires non désignés	Sur le devenir de l'arrondissement de Sarrelouis.	N.	219
21	Guerre à destinataires non désignés	Vues du maréchal Foch sur la future frontière de l'Alsace-Lorraine.	N.	225
1919				
10 janvier	<i>Idem</i>	Régime des provinces rhénanes et frontière occidentale de l'Allemagne.	L.	436
Non datée	Paris	La future frontière française. Sort de l'Allemagne unifiée.	N.	462
3. RHÉNANIE, RIVE GAUCHE DU RHIN				
1918				
5 déc.	Paris	Régime de la rive gauche du Rhin.	N.	298
15	<i>Idem</i>	Statut politique des pays de la rive gauche du Rhin.	N.	344
1919				
3 janvier	Commandement en chef des Armées alliées à présidence du Conseil	Administration des territoires rhénans.	D.	413
4	Guerre (état-major) à Affaires étrangères (Affaires politiques et commerciales)	République rhénane : projet lancé par les Allemands.	D.	417
9	Affaires étrangères à présidence du Conseil	Élections à la Constituante allemande : la rive gauche du Rhin. Propagande pour la France.	D.	435
4. SARRE				
1918				
12 déc.	Paris	Bassin de la Sarre.	N.	332
Non datée	Présidence du Conseil	Note de Tardieu sur le bassin de la Sarre.	N.	337

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
22	New York (haut-commissariat) à Paris	Présentation aux Américains des revendications françaises sur la Sarre.	N.	368
22	Paris	Argument pour l'annexion de la Sarre, en particulier le bassin houiller.	N.	370
1919 11 janvier	Lavis à destinataires non désignés	Bassin de la Sarre. Analyse historique et réparations.	N.	441
5. BAVIÈRE				
1918 9 nov.	Rome à Paris	Rapport de M ^{gr} Pacelli, nonce à Munich, sur la situation allemande.	T.	148
25	Paris à Washington, Londres, Rome, Bruxelles et Berne	Réponse à donner à la démarche bava- roise visant à faire constater par une mission les dégâts commis en Belgique et dans le nord de la France par les armées allemandes.	T.	247
1919 8 janvier	Prague à Paris	Avenir de l'Allemagne selon Kurt Eisner.	T.	430
8	Paris (Affaires politiques et commerciales)	Situation de la Bavière.	N.	431
6. SITUATION EN ALLEMAGNE				
1918 30 sept.	Berne à Paris	Répercussions de l'armistice bulgare en Allemagne.	T.	4
1 ^{er} oct.	La Haye à Paris	Programme de propagande directe en Allemagne.	D.	8
5	Berne à Paris	Transmission du texte d'une lettre du 12 janvier 1918 adressée par le prince Max de Bade au prince de Hohenlohe, évoquant une certaine duplicité.	T.	15
8	<i>Idem</i>	Situation intérieure allemande.	N.	22
12	Rome à Paris	Vues du Vatican sur la situation en Allemagne et en Autriche.	T.	37
14	Berne à Paris	Situation en Allemagne.	T.	47
Non daté. Reçu le 21	Washington à Paris	État militaire et moral de l'Allemagne.	T.	67
24	Copenhague à Paris	Dispositions réelles de l'Allemagne.	T.	77
27	Annemasse (2 ^e Bureau) à Guerre	État d'esprit en Allemagne.	C.R.	91

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
29	Berne à Paris	Attitude et démission du général Ludendorff.	T.	97
1 ^{er} nov.	<i>Idem</i>	La question de l'abdication du Kaiser fait débat au sein du cabinet allemand.	T.	108
7	Copenhague à Paris	Émeutes à Kiel.	T.	136
8	<i>Idem</i>	Situation en Allemagne.	T.	141
8	<i>Idem</i>	Question de l'abdication de Guillaume II.	T.	144
9	Berne à Paris	Débuts de la révolution allemande à Berlin.	T.	147
9	Copenhague à Paris	Annnonce de l'abdication du Kaiser et du Kronprinz.	T.	150
10	La Haye à Paris	Fuite de l'ex-empereur Guillaume II aux Pays-Bas.	T.	152
11	Berne à Paris	Suites de la révolution allemande, proclamation de la République en Allemagne.	T.	158
11	Copenhague à Paris	Le Kronprinz a quitté l'Allemagne.	T.	163
12	Londres à Paris	Ravitaillement de l'Allemagne.	T.	175
13	Washington à Paris	Ravitaillement de l'Allemagne.	T.	182
15	Berne à Paris	Conversation avec le professeur Foerster sur la situation en Allemagne.	T.	188
16	Rome à Paris	Appréciation de la révolution allemande.	T.	199
16	<i>Idem</i>	Sur la modification de régime politique en Allemagne.	T.	200
16	Paris à La Haye, Rome, Londres, Washington, Le Havre et Berne	Statut de l'ex-Kaiser.	T.	201
20	Rome à Paris	Barrère appelle à se méfier de l'Allemagne et de sa démocratie de façade, illusion qui ne trompe que le président Wilson.	T.	215
20	Paris (anonyme) à Affaires politiques et commerciales	Nouveau gouvernement allemand et ravitaillement	N.	218
22	Paris à Londres, Rome, Washington, Berne, Madrid, La Haye, Copenhague, Stockholm, Christiania, au Havre et à présidence du Conseil	Question de la réponse éventuelle à donner aux messages allemands sur la menace « bolcheviste ».	T.	232

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
27	Copenhague à Paris	Situation politique en Allemagne. Annonce de la convocation d'une Constituante.	T.	254
28	Berne à Paris	Situation alimentaire en Allemagne.	T.	260
28	Berne à destinataires non désignés	Situation en Allemagne.	N.	264
30	Paris à Londres, Rome, Washington, Copenhague, Berne, La Haye et Bruxelles	Réponse au colonel House, concernant une suggestion du président Wilson de ne traiter avec les Allemands qu'après l'élection d'une Constituante et l'éta- blissement d'un gouvernement alle- mand régulier.	T.	273
2 déc.	Copenhague à Paris	Retour des troupes allemandes en Alle- magne et leur état d'esprit.	T.	282
5	La Haye à Paris	Situation juridique de l'ex-Kaiser.	D.	296
7	Paris à Madrid, Londres, Rome, Bruxelles, Berne et Washington	Résumé d'un rapport du ministre de France à La Haye sur la situation de l'ex-Kaiser aux Pays-Bas.	T.	307
8	Copenhague à Paris	Conflits de rues à Berlin. Rôle de la Ligue spartakiste.	T.	308
8	Affaires étrangères (ministre) à présidence du Conseil	Refus de l'installation de la mission du général Dupont dans les locaux de l'am- bassade de France à Berlin.	L.	315
11	Berne à Paris	Démarche allemande auprès du gou- vernement suisse en vue de sonder les Alliés concernant le renouvellement de l'armistice et la légitimité du gouverne- ment allemand d'Ebert.	T.	323
16	<i>Idem</i>	Situation du gouvernement allemand.	T.	346
17	Berne (anonyme)	Développement de l'antisémitisme en Allemagne.	FICHE	351
18	Paris à Berne	Réponse à une suggestion de l'ambas- sade de Berne visant à faire savoir que le gouvernement français n'a pas à intervenir dans une question intérieure relative à l'origine du ministère alle- mand.	T.	353
18	Berne à Paris	Vues du professeur Foerster sur la situa- tion en Allemagne.	T.	354
25	<i>Idem</i>	Ravitaillement de l'Allemagne.	T.	383
26	Copenhague à Paris	Événements révolutionnaires de Berlin.	T.	386
31	<i>Idem</i>	Changements au sein du gouvernement allemand.	T.	401

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
1919				
3 janvier	Berne à Paris	Situation intérieure allemande.	T.	411
Non datée	Paris (Affaires politiques et commerciales)	Gouvernement de Berlin.	N.	429
10	Berne à Paris	Vues d'un député catholique allemand sur la situation allemande.	T.	438
12	<i>Idem</i>	Inquiétudes du professeur Foerster sur la situation intérieure allemande.	T.	443
12	<i>Idem</i>	Vues d'une personnalité socialiste alle- mande sur les futures élections alle- mandes.	T.	444
15	Paris (Affaires politiques et commerciales)	Sur le vote pour l'assemblée constituante des territoires allemands contestés.	N.	451
17	Berne à Paris	Mort de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg.	T.	454
17	Paris	Secours alimentaire et emploi du ton- nage allemand.	N.	461
7. RESPONSABILITÉS, RÉPARATIONS, SANCTIONS				
1918				
4 oct.	Paris (Europe) à Londres, Rome, Le Havre, Washington, Berne, Madrid, Lisbonne, La Haye, Copenhague, Christiania, Stockholm, Corfou, Athènes et Arkhangelsk	Rumeurs d'atrocités allemandes. Poli- tique de terre brûlée.	T.	13
14	Paris à Washington, Londres et Rome	Atrocités allemandes pendant la retraite.	T.	48
23	Berne à Paris	Article sur les responsabilités allemandes de la guerre.	T.	74
2 nov.	Washington à Paris	Réactions du président Wilson aux dé- vastations en Belgique et dans le nord de la France.	T.	114
18	Paris	Les fugitifs ennemis dans les États neutres.	N.	211

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
20	Paris à Londres	Reconstitution agricole des régions françaises ou étrangères victimes de l'invasion.	T.	216
25	Berne à Paris	Publication de documents diplomatiques impliquant la responsabilité de l'Allemagne dans la guerre par Kurt Eisner.	T.	246
29-30	Lausanne (Bureau des services économiques) à destinataires non désignés	Comment l'Allemagne pourra payer.	N.	270
30	Guerre à Paris (Affaires politiques et commerciales)	Question du charbon. Livraisons de différents produits à effectuer par l'Allemagne.	N.	274
4 déc.	Paris à Londres, Rome, Berne, Washington, La Haye, Copenhague, Bruxelles, Pékin, Arkhangelsk, Madrid, Lisbonne, Athènes, Corfou, Christiania, Stockholm, Rio, Buenos Aires et Tokyo	Refus de la proposition allemande d'une réunion d'une commission neutre sur les responsabilités dans les origines de la guerre.	T.	292
6	Affaires étrangères (ministre) à Radio	Protestation contre la répression allemande des prisonniers de guerre alliés.	T.	304
8	Rome à Paris	Mission Haldane à Berlin en 1913.	D.	314
24	Affaires étrangères à présidence du Conseil	Création d'une commission pour l'étude des violations des lois de la guerre.	MINUTE	379
24	Lausanne (Bureau des services économiques) à destinataires non désignés	La fortune allemande et le paiement des dommages de guerre.	N.	380
28	Commandement en chef des Armées alliées à présidence du Conseil	Mesures de représailles suite aux mauvais traitements des prisonniers alliés.	T.	391

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
31	Paris à Berne, Madrid, La Haye, Stockholm, Christiania, Copenhague, Rio de Janeiro, Buenos Aires, Montevideo, Santiago, Lima, Assomption (par Montevideo), Caracas, Mexico, Bogota et Guatemala City	Inventaire des avoirs allemands en pays neutres.	T.	403
31	Commerce à présidence du Conseil	Réparations de guerre et dettes interal- liées.	N.	404
1919 4 janvier	Paris à Berne	Réponse britannique à la suggestion alle- mande de créer une commission neutre pour enquêter sur les origines de la guerre.	T.	415
10	Londres à Paris	Réparations et méthode de prélèvement.	D.	439

C. EUROPE CENTRALE

I. AUTRICHE-HONGRIE

1918 25 oct.	Paris	Du danger du rattachement de l'Au- triche à l'Allemagne.	N.	83
25	Paris (Europe)	Les Allemands d'Autriche. Perspective historique.	N.	84
28	Renseignement militaire à Affaires étrangères (Affaires politiques et commerciales)	La situation en Autriche fin octobre 1918.	N.	96
Non daté. Reçu les 30 et 31	Washington à Paris	Vues américaines sur le dossier de l'Au- triche-Hongrie.	T.	101
1 ^{er} nov.	Berne à Paris	Dangers d'anarchie dans l'ex-empire austro-hongrois.	T.	109
6	<i>Idem</i>	Ravitaillement de l'ex-Autriche-Hongrie.	T.	132
Non datée	Paris (anonyme) à destinataires non désignés	De l'utilisation politique de l'occupa- tion française en Autriche-Hongrie.	N.	134

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
7	Berne à Paris	Démarche du prince Windischgraetz, proche de l'ex-empereur austro-hongrois, auprès de l'ambassadeur Dutasta pour tenter de conserver des liens entre les futurs États issus de la Double Monarchie.	T.	135
7	Paris à Berne	Accord de Stephen Pichon pour une rencontre entre le comte Mensdorff, envoyé de l'ex-empereur Charles, et l'ambassadeur Dutasta.	T.	137
9	Salonique à présidence du Conseil et Guerre	Rencontre entre le général Franchet d'Espèrey et le comte Karolyi sur la situation en Hongrie.	T.	146
11	Berne à Paris	Démarche du comte Mensdorff auprès de l'ambassadeur Dutasta.	T.	159
18	Paris à Londres, Washington, Rome et Berne	Au sujet du vote par l'Assemblée nationale autrichienne en faveur de l'entrée de l'Autriche dans la République allemande.	T.	207
20	Marine à Sûreté nationale et à Affaires étrangères (Affaires politiques et commerciales)	Derniers espoirs de l'ex-empereur Charles.	N.	221
29	Paris à Londres, Berne, Bruxelles, Rome et Washington	Manœuvres du gouvernement hongrois.	T.	269
6 déc.	Berne à Paris	Union de l'Autriche avec l'Allemagne.	T.	301
9	Paris à Londres, Rome, Washington, Bruxelles, Corfou, Athènes, Berne et Madrid	La Hongrie et les Alliés.	T.	316
12	Berne à Paris	Refus par l'Autriche de l'union avec l'Allemagne.	T.	334
15	Paris à Londres, Rome et Washington	Ravitaillement de l'Autriche.	T.	342
30	Paris à Londres, Rome, Washington, Bruxelles et Berne	L'Autriche allemande et les Alliés.	T.	400

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
1919 4 janvier	Paris à Berne, Madrid, La Haye, Stockholm, Christiania, Copenhague, Rio de Janeiro, Buenos Aires, Montevideo, Santiago du Chili, Lima, Asuncion, Caracas, Mexico, Bogota et Guatemala City	Conditions financières imposées à l'Autriche-Hongrie.	T.	416
Non datée	Paris (Affaires politiques et commerciales)	Question de l'Autriche allemande. Points de vue des puissances alliées et du Saint- Siège.	N.	425
15	Affaires étrangères à présidence du Conseil	Occupation de Klagenfurt et Villach (Carinthie).	D.	452
17	Prague à Paris	Fédéralisme économique dans l'ancien empire austro-hongrois.	T.	457
2. TCHÉCOSLOVAQUIE				
1918 4 nov.	Paris (Europe) à Affaires étrangères (Tchéco- slovaquie)	Participation des Tchécoslovaques aux discussions de l'armistice au sein du Conseil suprême de guerre de Ver- sailles.	L.	123
23	Affaires étrangères à présidence du Conseil	Situation en Slovaquie.	M.	236
11 déc.	Paris à Vladivostok	La France autorise Stefanik, le général de l'armée française, à devenir ministre de la Guerre tchécoslovaque.	T.	325
12	Paris	Plan de fédération entre la Pologne et la Tchécoslovaquie.	N.	331
19	Paris à Londres, Rome, Washington, Bruxelles, Berne, Belgrade, La Haye et Copenhague	Frontières de l'État tchécoslovaque.	T.	357

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
21	Paris à Berne, Londres, Rome, Madrid, Bruxelles et La Haye	Les Tchèques et l'avenir de l'Autriche allemande.	T.	366
1919				
9 janvier	Guerre à destinataires non désignés	Les relations commerciales extérieures de la Tchécoslovaquie.	N.	433
15	Paris au ministre	Teschen.	N.	450
D. EUROPE ORIENTALE				
1. RUSSIE, UKRAINE				
1918				
13 oct.	Paris à Londres, Washington, Tokyo, Pékin, Arkhangelsk et Rome	Au sujet du gouvernement d'Oufa.	T.	41
14	Arkhangelsk à Paris	Interprétation du point n° 6 du président Wilson et l'intervention alliée.	T.	46
7 nov.	Affaires étrangères à Finances	Création d'une banque et d'une monnaie russes par la France pour financer et fédérer les forces antibolcheviques en Russie méridionale.	MINUTE.	138
11	Paris (Affaires russes) au ministre	Prisonniers de guerre russes.	N.	171
12	Stockholm à Paris	Proposition bolchevique de cessation des hostilités.	T.	174
12	Paris à Londres, Copenhague, Christiania, Stockholm, Rome et Washington	Refus d'établir des relations régulières avec les bolcheviks.	T.	176
13	Arkhangelsk à École des langues orientales	Propagande française en Russie. Choix de spécialistes en tant qu'agents.	L.	184
18	Vladivostok à Paris	Soutien de la France au gouvernement d'Omsk.	T.	208
21	Arkhangelsk à Paris	Nécessité d'un effort de propagande économique en Russie.	D.	228
22	Vladivostok à Paris	Putsch de l'amiral Koltchak à Omsk le 18 novembre 1918.	T.	230

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
24	Paris à Londres, Washington, Bruxelles, Le Havre, La Haye, Christiania, Corfou, Rome, Madrid, Lisbonne, Copenhague, Arkhangelsk et Athènes	Propagande bolchevique russe et alle- mande. Nécessité d'une réaction ferme de la part des Alliés. Pression sur les gouvernements neutres.	T.	242
29	Paris à Londres	Partage des zones d'influence entre Fran- çais et Britanniques au sud de l'empire russe. Réaction française aux préten- tions britanniques.	T.	271
5 déc.	Paris	Assassinat du tsar et de sa famille. Récit circonstancié. Atrocités bolcheviques.	N.	300
10	Moscou à Paris	Proposition d'action militaire française en Russie.	N.	320
10	Commandement du détachement français au Caucase (Bakou) à présidence du Conseil	Projet d'organisation du Caucase.	L.	321
12	Paris à Jassy, Téhéran, Rome, Washington et Londres	Reconnaissance des engagements de la Russie auprès de l'Entente par Kolt- chak.	T.	335
18	Stockholm à Paris	Expédition navale anglaise dans la Bal- tique ; critique de la diplomatie offi- cieuse des Britanniques.	T.	352
19	Paris (Europe) à Londres, Rome, Washington, Berne, Bucarest, Arkhangelsk, Bruxelles, La Haye, Stockholm, Copenhague et Christiania	Français détenus en Russie.	T.	358
20	Affaires étrangères à présidence du Conseil	Attitude des Allemands en Ukraine.	MINUTE	363
23	Arkhangelsk à Paris (Propagande)	Propagande de la France en Russie : envoi de photographies de person- nalités françaises et de partitions de musique militaire.	T.	374

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
23	Paris à Arkhangelsk	Convention entre la France et l'Angle- terre au sujet de l'action en Russie méri- dionale.	P.V.	375
27	Arkhangelsk à Paris	Proposition d'attaquer Petrograd et Moscou à partir du sud de la Russie.	T.	389
29	Paris à Arkhangelsk, Washington, Vladivostok, Londres, Rome et Berne	Limitation de l'action militaire française en Russie : prudence et concertation avec les Alliés.	T.	397
30	Berne à Paris	La politique des nationalités en Russie et l'intervention des Alliés. Revendica- tions du Daghestan.	D.	399
1919				
2 janvier	Copenhague à Paris	Propositions bolcheviques (Litvinov) de négociations avec l'Entente.	T.	409
5	Paris à Londres, Rome, Tokyo, Washington et Berne	Proposition britannique de cessation générale des hostilités en Russie.	T.	420
6	Omsk à Paris	Les Japonais en Extrême-Orient russe. Manipulation de l'ataman cosaque Semenov.	T.	424
9	Vladivostok à Paris	Contrôle des chemins de fer en Sibérie. Nécessité d'une commission quadripar- tite alliée. Ligne vitale au fonction- nement très limité par les conditions militaires, politiques et économiques.	T.	432
2. POLOGNE				
1918				
11 oct.	Paris à Berne	Offres de services de Polonais résidant en Suisse, sans attaches avec le Comité national polonais ou peu favorables à celui-ci.	T.	34
10 nov.	Paris (Europe) à Londres, Rome et Washington	Admission du Comité polonais aux conférences interalliées.	T.	153
12	Vladivostok à Comman- dement en chef des troupes alliées à Vladivostok	Reconnaissance du Comité national polonais et action du Comité militaire polonais.	L.	179
14	Paris à Londres, Rome et Washington	Reconnaissance du Comité national polonais.	T.	186

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
23	Mission militaire franco-polonaise à présidence du Conseil	Les frontières du nouvel État polonais.	N.	235
25	Varsovie à Paris	Justification de la politique polonaise du Quai d'Orsay, attaquée par la presse.	T.	248
3 déc.	Paris à Washington	Pogroms en Pologne.	T.	289
3	s.l.	La question juive en Pologne.	N.	290
14	Paris à Londres et Rome	Lutte contre le bolchevisme en Pologne. Armée polonaise de France.	T.	340
18	Paris au ministre	Organisation d'une armée polonaise en vue de la formation d'un État polonais.	N.	355
1919 7 janvier	Affaires étrangères à présidence du Conseil	Les organismes présents en Pologne, concurrents du Comité national polo- nais.	MINUTE	428
13		Les relations commerciales de la Pologne.	N.	446
3. PAYS BALTES				
1918 11 nov.	Londres à Paris	Projet letton de confédération baltique.	D.	170
22 déc.	Paris à Vladivostok	Proclamation de la République de Let- tonie.	T.	367
1919 1 ^{er} janvier	Paris	Nouveaux États baltes, tampons entre l'ancien empire allemand et la Russie bolchevique. Règlement du statut mari- time de la Baltique.	N.	407
4. FINLANDE				
1918 4 oct.	Paris	Régime politique de la future Finlande.	N.	12
11	Paris à Helsingfors par Stockholm et à Arkhangelsk, Washington, Christiania, Copenhague, Londres, Rome, Berne	Opposition à l'élection d'un prince alle- mand sur le trône de Finlande.	T.	33

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
5 déc.	Paris à Londres, Rome, Berne, Copenhague, Stockholm, Christiania et Washington	Conversation avec le général Man- nerheim. Finlande.	T.	295
23	Paris (Europe) à Londres	Accord entre les Britanniques et le géné- ral Mannerheim.	T.	373
E. EUROPE SCANDINAVE				
1918				
5 oct.	Paris à Rome, Washington, Christiania, Copenhague, Stockholm, La Haye, Londres, Madrid, Berne et Le Havre	Les neutres dans les négociations de paix. Hostilité française à la tenue d'une conférence des neutres à Stockholm.	T.	16
14	Copenhague à Paris	La question du Slesvig. Attitude réservée des responsables danois sur l'octroi de cette région aux dépens de l'Allemagne. Critique par l'ambassadeur d'une poli- tique de « marchandage percheron ». Propagande de la « Société des deux lions » pour le rattachement.	D.	51
3 nov.	Paris à Londres, Rome, Washington, Arkhangelsk, Stockholm, Christiania et Copenhague	Stephen Pichon se montre défavorable au projet britannique consistant à asso- cier les Danois et les Norvégiens à l'in- tervention contre les bolcheviks. Il se montre également méfiant à l'égard du général Mannerheim.	T.	118
24	Copenhague à Paris	Propagande française au Danemark.	T.	238
30	<i>Idem</i>	La question du Slesvig.	D.	276
6 déc.	Paris à Copenhague, Christiania, Stockholm, Washington, Londres, Rome, Berne, Madrid, Bruxelles, La Haye, Corfou et Athènes	La question du Slesvig.	T.	303

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
F. EUROPE MÉDITERRANÉENNE				
1. ESPAGNE				
1918				
25 oct.	Madrid à Paris	Le roi Alphonse XIII et l'attitude de l'Espagne vis-à-vis de l'Entente.	T.	85
2 nov.	Paris à Washington	Navires allemands en Espagne.	T.	113
11	Madrid à Paris	Romanones et la nécessité du rapprochement avec la France.	T.	166
12	<i>Idem</i>	La réaction des Espagnols à la signature de l'armistice avec l'Allemagne.	T.	177
15	<i>Idem</i>	Répercussions de l'armistice en Espagne.	T.	192
16	<i>Idem</i>	L'opinion de la classe politique espagnole à l'égard de la situation révolutionnaire en Europe.	D.	204
19	Paris à Rome, Londres, Washington, Madrid, Berne et Le Havre	Démarche du « gouvernement austro-allemand » en vue de sa reconnaissance par le gouvernement espagnol.	T.	214
25	Séville à Paris	Manifestation interalliée à Séville célébrant la victoire.	D.	249
8 déc.	Paris à présidence du Conseil des ministres d'Espagne	Question marocaine, participation des neutres à la conférence de la paix et rapprochement franco-espagnol.	L.	312
2. PORTUGAL				
1918				
18 nov.	Lisbonne à présidence du Conseil	Réactions du Portugal à la conclusion de l'armistice avec l'Allemagne.	D.	212
26	Lisbonne à Paris	Évolution favorable de l'attitude de la légation d'Espagne à Lisbonne à l'égard des Alliés.	D.	252

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
3. ITALIE				
1918				
3 oct.	Londres à Rome	Paul Cambon critique les responsables du Quai d'Orsay et traite des rapports interétatiques en Méditerranée entre Grande-Bretagne, Italie et Yougoslavie.	L.	11
24	Rome à Paris	Tensions avec l'Italie au sujet de l'Asie mineure.	T.	81
5 nov.	<i>Idem</i>	Nécessité de publier les accords secrets de 1902 pour établir le rôle de la France dans le ralliement de l'Italie à l'Entente.	D.	131
11	Rome à Paris	Plainte d'Orlando au sujet de la politique britannique en faveur des nationalités yougoslaves.	T.	167
15	Commandement en chef des Armées alliées en Orient (Salonique) à Rome	Le général Franchet d'Espèrey fait le point sur la situation en Adriatique, à Belgrade, dans l'empire austro-hongrois et en Russie.	L.	195
16	Paris à Rome, Londres et Washington	Emploi de troupes britanniques pour l'occupation italienne de Fiume.	T.	202
16	<i>Idem</i>	Protestations yougoslaves contre les occupations territoriales de l'armée italienne. Proposition de contingents mixtes alliés pour faire respecter les clauses du traité de Londres et de l'armistice.	T.	203
21	<i>Idem</i>	Menace de conflit armé entre Serbes et Italiens à propos de Fiume.	T.	224
27	<i>Idem</i>	Répartition du haut-commandement entre les généraux Diaz et Franchet d'Espèrey.	T.	255
28	Rome à Paris	Dialogue entre Barrère et Orlando au sujet de Fiume. L'ambassadeur français tente de pousser le président du Conseil italien à la modération sur le fond et la forme, de manière à obtenir gain de cause. Orlando répond qu'étant donné les intentions affichées par le président Wilson, l'Italie n'a d'autre choix que de garantir sur le terrain l'application des traités signés pendant la guerre.	T.	258

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
28	Présidence du Conseil à Comman- dement en chef des Armées d'Orient	Communication au GQG serbe de l'avancée des négociations au sujet des territoires en litige avec l'Italie et des procédures d'occupation.	T.	265
1 ^{er} déc.	Paris à Rome	Impuissance française face à l'intransi- geance des parties concernées par le règlement du conflit frontalier dans l'Adriatique ; nécessité d'appeler l'Ita- lie à la modération.	T.	278
5	Paris à Rome, Londres et Washington	Les agissements italiens à Fiume menacent le bon fonctionnement de l'Armée d'Orient. Colère de Clemen- ceau contre Orlando.	T.	297
8	Paris	Occupation de Rhodes par l'Italie.	N.	313
9	<i>Idem</i>	Nouvelles ambitions italiennes dans l'Adriatique.	N.	317
10	Rome à Paris	Mécontentement de l'opinion publique italienne par rapport à la France.	T.	319
24	Londres à Paris	Tentative d'approche conjointe franco- britannique pour régler les conflits entre l'Italie et les Yougoslaves.	D.	381
27	Rome à Paris	Retrait d'un paragraphe du télégramme de Clemenceau à Orlando risquant de blesser ce dernier.	T.	388
28	Paris à Londres, Rome et Belgrade	Impossibilité de réclamer le retrait des troupes italiennes de Fiume.	T.	393
29	Rome à Paris	Résumé de l'entretien entre Orlando, Sonnino et Wilson à Paris sur la recon- naissance des nouvelles frontières ita- liennes.	T.	396
4. SAINT-SIÈGE				
1918				
8 déc.	Rome à Paris	Demande pontificale de reprise des rela- tions diplomatiques avec la France.	T.	310
1919				
17 janvier	<i>Idem</i>	Au sujet de la reprise des relations diplo- matiques entre la France et le Saint- Siège. Exposé des raisons qui pourraient amener la France à accepter, pour obte- nir le maximum de concessions de la part du Vatican.	D.	460

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
G. EUROPE BALKANIQUE				
1. GÉNÉRALITÉS				
1918 11 déc.	Paris à Londres, Rome, Washington, Belgrade, Athènes, Jassy, Salonique et Berne	Impossibilité pour l'armée française d'intervenir en faveur de toutes les nationalités d'Europe balkanique qui demandent l'aide de la France.	T.	322
2. BULGARIE				
1918 26 oct.	Paris à Washington, Athènes et Le Havre	Commission d'enquête sur les crimes bulgares.	T.	87
3. GRÈCE				
1918 12 oct.	Paris	Visite de Venizélos à Paris.	N.	39
4. ROUMANIE				
1918 3 déc.	Paris à Jassy, Washington, Londres et Rome	Occupation de la Dobroudja et son avenir.	T.	288
30	Paris à Bucarest, Londres, Rome, Washington et Bruxelles	La Roumanie et le Congrès de la Paix.	T.	398
1919 5 janvier	Bucarest (par Salonique) à Paris	Maintien en vigueur du traité du 17 août 1916 avec la Roumanie.	T.	418
10	Paris	Frontières de la Hongrie et de la Roumanie. Question de la Transylvanie.	N.	437

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
5. YOUGOSLAVIE				
1918 30 sept.	Paris à Rome, Londres, Washington	Reconnaissance du droit à l'indépendance et au fédéralisme de la Yougoslavie.	T.	6
13 oct.	Paris à Rome et Londres	Retour du roi du Monténégro dans son pays.	T.	43
Non daté. Reçu le 31 octobre	New York (Washington) à Paris	Promesses américaines d'émancipation des peuples.	T.	106
16 déc.	Paris à Belgrade, Londres, Rome et Washington	Réponse à la plainte des Serbes concernant le Banat.	T.	347
21	Belgrade à Paris	Craintes serbes de violences italiennes contre la population yougoslave de Fiume.	T.	365
22	Paris à Londres, Rome, Washington et Belgrade	Réponse aux Britanniques au sujet de la protestation des Monténégrins contre l'annexion du Monténégro à la Serbie. Proposition d'ignorer la note monténégrine pour donner un signal positif sur l'unification des Yougoslaves.	T.	371
25	Belgrade à Paris	Craintes serbes de l'expansion roumaine dans le Banat.	T.	385
28	Paris à Belgrade, Rome et Londres	Rejet des prétentions serbes sur le Banat en attendant le Congrès de la Paix, afin d'éviter le conflit entre Serbes et Roumains.	T.	392
31	Paris à Bucarest, par Salonique, Belgrade, Washington, Londres, Rome et Bruxelles	Occupation du Banat par les troupes françaises.	T.	402
1919 1 ^{er} janvier	Belgrade à Paris	Abattement et colère serbes face au peu de soutien des Alliés contre les prétentions italiennes.	T.	405
2	<i>Idem</i>	Crise morale en Serbie. Impression d'être traités comme des vaincus.	T.	408
3	Paris à Belgrade, Londres, Rome et Berne	Réponse ferme de Stephen Pichon aux reproches continuels de la part des Serbes.	T.	412
7	Paris à Londres, Rome et Belgrade	Le Monténégro et la Yougoslavie. Réponse des Alliés aux Serbes : le Congrès de la Paix statuera sur tous les conflits.	T.	426

VI. – PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
A. EMPIRE OTTOMAN				
1918				
2 oct.	Paris à Londres	Accord franco-britannique relatif à l'administration des territoires occupés par les Alliés en Syrie.	T.	9
2	Rome à Paris	Langage tenu par le pape Benoît XV à M ^{gr} Schiro, prélat de rite grec (29 septembre 1918).	D.	10
8	Paris à Londres et au haut-commissariat français en Palestine	Stephen Pichon demande au haut-commissaire français en Palestine d'écarter, avec l'accord du général Allenby, une prise de possession administrative d'une partie quelconque de la zone bleue française en Syrie par les représentants hachémites.	T.	20
10	Paris à Londres	Stephen Pichon propose que le régime de la Palestine soit fondé sur une « autonomie surveillée » pouvant laisser la place à un foyer juif, selon la promesse faite aux sionistes par la Grande-Bretagne et la France.	T.	27
14	Londres à Paris	Échange de vues entre Balfour et Paul Cambon concernant l'avenir de l'Empire ottoman et les accords de Saint-Jean-de-Maurienne avec l'Italie.	T.	45
15	Paris (Asie-Océanie) au ministre	Projet britannique et contre-projet français de déclaration commune sur les fins poursuivies par les deux alliés en Orient, dans le contexte des tensions entre l'émir Fayçal et les Français.	N.	54
17	Haut-commissariat français en Palestine à Paris	Note de François Georges-Picot à Stephen Pichon, conseillant la rédaction d'une déclaration publique qui mettrait fin aux suspicions des Syriens à l'égard de la France.	N.	63
22	Paris à Londres, Washington et Rome	Au sujet de la nécessité de communiquer au président Wilson les accords de 1916 et de 1917 sur l'Asie ottomane.	T.	70
26	Paris à destinataires non désignés	La politique française à l'égard des Arméniens.	N.	88
27	Berne à Paris	Opinion de Fouad Selim Bey, ministre de Turquie à Berne, sur les futures conditions de paix imposées à la Turquie.	N.	90
30	Paris à Washington et Londres	Déclaration franco-britannique au sujet des populations libérées du joug turc.	T.	102

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
2 nov.	Washington à Paris	Réaction du président Wilson à la déclaration franco-britannique relative au sort des populations du Proche-Orient.	T.	116
10	Rome à Paris	Les idées du président Wilson à l'égard de l'Asie mineure.	T.	156
11	Paris à ambassade du Royaume- Uni à Paris	Au sujet des arrangements franco-britanniques de mai 1916 concernant le Proche-Orient.	L.	172
12	Le Caire (haut- commissariat français en Palestine) à Paris	Conversation entre Georges-Picot et le général Allenby à Beyrouth au sujet de l'application des accords franco-britanniques du 30 septembre 1918.	T.	173
12	Corfou à Paris	Célébration d'un <i>Te Deum</i> à l'occasion de l'entrée des troupes alliées à Constantinople.	D.	180
14	Le Caire (haut- commissariat français en Palestine) à Paris	Nécessité d'assurer à la France une large représentation militaire en Syrie par l'envoi d'un corps de 20000 soldats français.	T.	185
18	Londres à Paris	Position de Lord Cecil sur la révision des accords de guerre, dont les accords franco-britanniques de 1916.	D.	210
24	Paris à haut- commissariat français en Palestine	Au sujet de l'arrivée de l'émir Fayçal en France.	T.	241
24	Paris à ambassade du Royaume- Uni à Paris	Venue de l'émir Fayçal en France.	N.	244
30	Paris	Doléances adressées par la France au sujet de l'attitude britannique au Proche-Orient.	N.	275
1 ^{er} déc.	Bassorah à Paris	Au sujet de l'attitude des Anglais à Mossoul.	T.	277
1 ^{er}		Rapport sur le voyage de l'émir Fayçal à Marseille et à Lyon.	R.	279
3	Le Caire (haut- commissariat français en Palestine) à Paris	Compte rendu de la tournée effectuée par le haut-commissaire de la République dans le nord du Liban.	T.	287
4	Jérusalem à Paris	Dissentiments entre Sionistes et Arabes en Palestine.	D.	294
13	Beyrouth (haut- commissariat français en Palestine) au Caire	État des esprits à Jérusalem chez les musulmans et les chrétiens.	D.	338
14	Le Caire (haut- commissariat français en Palestine) à Paris	Agissements de sir Marc Sykes auprès des populations musulmanes de Syrie.	T.	339

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
1919				
5 janvier	Paris	Fonctions du haut-commissaire de la République en Orient.	N.	421
10	<i>Idem</i>	Liquidation de l'Empire ottoman et constitution de l'État turc.	N.	440
12	Le Caire (haut-commissariat français en Palestine) à Paris	Les Anglais cherchent à constituer un Kurdistan autonome englobant la région de Mossoul.	T.	442
B. ÉGYPTÉ				
1918				
11 nov.	Le Caire à Paris	Réactions en Égypte aux déclarations franco-britanniques du 7 novembre 1918 relatives à la Syrie et à la Mésopotamie.	T.	162
C. SIONISME				
1918				
5 nov.	Le Caire (haut-commissariat français en Palestine) à Paris	Adresse des populations juives de Palestine à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration du gouvernement britannique au sujet de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine.	T.	128
17	Copenhague à Paris	Le chef sioniste Jacobsen fait savoir que le grand Rabbin de Turquie, Haim-Nachin, souhaite obtenir des Américains que la Palestine reste turque et que la France soit écartée de Syrie.	T.	206
1919				
Remise le 15 janvier	Paris	Politique française à l'égard des questions juives.	N.	453
D. PERSE				
1918				
4 nov.	Téhéran à Paris	Les Persans et la paix.	D.	125
15	<i>Idem</i>	Conséquences et répercussions de l'armistice en Perse. Candidats pour représenter la Perse à la Conférence de la Paix.	D.	196

VII. – AMÉRIQUE

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
A. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE				
1918				
Non daté. Reçu le 24 octobre	Washington à présidence du Conseil	Franklin Roosevelt au sujet de la France et de l'Italie.	T.	78
Non daté. Reçu le 26	Washington à Paris	Théodore Roosevelt critique les Qua- torze points.	T.	86
7 nov.	<i>Idem</i>	Élections générales. Analyse du résultat.	T.	139
11	New York à présidence du Conseil	Wilson et la paix. Les élections au Congrès.	T.	164
Non daté. Reçu le 7 déc.	Washington à Paris	Voyage de Wilson en Europe.	T.	305
11	New York (haut- commissariat) à Paris	Les deux Amérique : l'une proche de la France, l'autre éloignée de l'Europe et que le président Wilson vient représen- ter ici.	N.	326
16	Washington à Paris	L'opinion américaine et le voyage de Wilson.	D.	348
20	New York (haut- commissariat) à présidence du Conseil	L'opinion américaine et la paix.	T.	361
20	Paris à New York (haut- commissariat)	L'échéance des dettes françaises.	T.	362
26	Berne à Paris	L'attitude et l'état d'esprit des Améri- cains.	L.	387
1919				
6 janvier	New York (haut- commissariat) à présidence du Conseil	Campagne de presse contre la France aux États-Unis.	T.	422
12	Présidence du Conseil à New York (haut- commissariat)	Remboursement des crédits de guerre.	T.	445
13	New York à Paris	Campagne de presse contre la France aux États-Unis.	T.	447
Non daté. Reçu le 15	New York (haut- commissariat) à présidence du Conseil	Échéances des obligations.	T.	448

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
B. AMÉRIQUE LATINE				
1918				
Non daté. Reçu le 1 ^{er} octobre	Santiago du Chili à Paris	Naissance au Chili d'un fort mouve- ment en faveur de l'Entente.	T.	7
14	San José à Paris	De l'attitude du gouvernement costari- cain à l'égard des représentants des États-Unis et de la France.	D.	50
17	Buenos Aires à Paris	Blocus : attitude de l'Argentine.	T.	58
8 nov.	<i>Idem</i>	Manifestations populaires à Buenos Aires suite à la rumeur de la conclu- sion de l'armistice avec l'Allemagne.	T.	142
8	Rio de Janeiro à Paris	La fin des hostilités et la liquidation des biens allemands au Brésil.	T.	143
Non daté. Reçu le 11	Lima à Paris	Attitude du Pérou au sujet de l'ouver- ture de négociations d'armistice.	T.	165
15	Buenos Aires à Paris	Célébration de la victoire et situation difficile du président argentin.	T.	193
20	La Paz à Paris	Réaction des autorités et de la popula- tion boliviennes à la signature de l'ar- mistice.	D.	222
23	Port-au-Prince à Paris	Célébrations de l'armistice en Haïti.	D.	234
1 ^{er} déc.	Bogota à Paris	La signature de l'armistice et l'opinion colombienne.	D.	280
20	Panama à Paris	Réaction du Panama à la signature de l'armistice. Adoption par le Panama de la date du 14 juillet comme jour de fête nationale. Propagande française en Amérique centrale.	D.	364

VIII. – AFRIQUE

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
1918 7 déc.	Paris à Washington	Statut du Libéria.	T.	306
19	Paris (Europe) à destinataires non désignés	Comment se pose la question maro- caine.	N.	359
24	Addis-Abeba (prince régent Ras Tafari) à présidence du Conseil	Félicitations de l'impératrice Zaoditou pour la victoire des Alliés et décision de l'Éthiopie d'envoyer une mission spé- ciale en Europe.	D.	382

IX. – ASIE-OCÉANIE

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
A. JAPON				
1918 28 nov.	Tokyo à Paris	Le Japon et la signature de l'armistice.	D.	266
B. CHINE				
1918 18 oct.	Pékin à Paris	Lutte contre la germanophilie du gou- vernement chinois.	T.	64
26 nov.	<i>Idem</i>	Faiblesse de la représentation diploma- tique française à Pékin par rapport aux autres puissances.	T.	250
5 déc.	Paris	Politique anti-allemande du gouverne- ment chinois. Tentative de développer l'influence française en Chine.	MINUTE	299
10	Pékin à Paris	Célébration de la victoire à Pékin.	T.	318
27	Paris à Washington	Consortium ferroviaire quadripartite du Hu-Kuang.	T.	390
1919 4 janvier	Arkhangelsk à Paris	Rapatriement des ouvriers chinois du Transsibérien enrégimentés par les bol- cheviks.	T.	414

Date	Provenance et Destination	Objet	Nature du Document	Numéro du Document
C. OCÉANIE				
1918 17 oct.	Melbourne à Paris	Colonies allemandes du Pacifique. Accord de préférence douanière entre l'Australie et la France.	T.	59

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS

ARMISTICES ET PAIX

1918-1920

TOME I

(27 SEPTEMBRE 1918 – 17 JANVIER 1919)

1

M. BERTHELOT, ADJOINT AU DIRECTEUR DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES,

À M. DEFRANCE, MINISTRE DE FRANCE AU HAVRE¹,
M. DARD, CHARGÉ D'AFFAIRES À MADRID,
M. DUTASTA, AMBASSADEUR DE FRANCE À BERNE,
M. CAMBON, AMBASSADEUR DE FRANCE À LONDRES,
M. BARRÈRE, AMBASSADEUR DE FRANCE À ROME,
M. JUSSERAND, AMBASSADEUR DE FRANCE À WASHINGTON,
M. REGNAULT, AMBASSADEUR DE FRANCE À TOKYO,
M. NOULENS, AMBASSADEUR DE FRANCE À ARKHANGELSK²,
M. DE BILLY, MINISTRE DE FRANCE À ATHÈNES,
M. DE FONTENAY, MINISTRE DE FRANCE À CORFOU³.

T. n^{os} 298-299 ; 1139-1140 ; 1640-1641 ; *Paris, 27 septembre 1918, 14 h. 30.*
3775-3776 ; 2604-2605 ; 2071-2072 ;
507-508 ; 649-650 ; 454-455 ; 171-172.

Chiffré. Très urgent.

Le général Franchet d'Espèrey communique les faits suivants :

Hier soir, 26 septembre, un officier supérieur bulgare s'est présenté aux lignes britanniques, en parlementaire de la part du général Teodorov,

¹ Le gouvernement belge est replié au Havre pendant la guerre.

² Instauré le 2 août 1918, le gouvernement d'Arkhangelsk, dirigé par Nikolaï Tchaïkovski, est l'un des héritiers du Gouvernement provisoire renversé par les Bolcheviks. La présence de l'ambassadeur Noulens s'explique par le repli des diplomates étrangers vers les ports où ont récemment débarqué les armées alliées.

³ Le gouvernement serbe en exil y est installé de 1916 à 1918.

s'intitulant commandant en chef de l'armée bulgare, pour demander une suspension d'armes de 48 heures permettant l'arrivée de deux délégués autorisés du gouvernement bulgare, le ministre des Finances Liaptchef et le général Loukof, venant avec l'assentiment du Tsar Ferdinand pour arrêter les conditions d'un armistice et éventuellement de la paix.

Le général commandant en chef des forces alliées en Orient a répondu qu'il ne pouvait accorder ni armistice ni suspension d'armes tendant à l'interruption des opérations en cours, mais qu'il recevrait les délégués qualifiés du gouvernement bulgare dont les noms étaient indiqués.

Le général Franchet d'Espèrey a fait connaître au gouvernement français que si les plénipotentiaires se présentent il posera comme condition minima : l'évacuation immédiate des territoires encore occupés en Grèce et en Serbie, la démobilisation immédiate de l'armée, la remise de tous les moyens de transport aux Alliés, l'emménagement de l'armement et des munitions dans des endroits désignés sous le contrôle des Alliés, l'occupation et l'utilisation par les Alliés des voies ferrées, le contrôle des ports et de la navigation sur le Danube, le libre passage à travers le pays pour le développement des opérations des armées alliées, l'expulsion des Austro-allemands du territoire bulgare.

Le Gouvernement de la République a approuvé les conditions suggérées par le général Franchet d'Espèrey, comme début des conversations éventuelles.

Télégrammes, Londres, Départ, 1918, vol. 3046 (304QONT/3046).

2

M. PICHON, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
À M. CAMBON, AMBASSADEUR DE FRANCE À LONDRES.

T. n^{os} 3843-3844.

Paris, 30 septembre 1918, 14 h.

Chiffré.

Veillez communiquer le plus rapidement possible le télégramme suivant de M. Clemenceau à M. Lloyd George.

Vous pourrez en variant cette communication, y ajouter verbalement les observations contenues dans le télégramme du président du Conseil à M. Jusserand, dont je vous envoie par ailleurs le texte¹.

«Je constate avec le plus grand plaisir, comme je l'ai fait précédemment, que nous sommes pleinement d'accord sur les conditions de l'armistice qui vient d'être conclu. Là où nos points de vue pourraient différer peut-être, c'est que vous paraissiez envisager l'hypothèse d'une paix séparée avec la

¹ Voir document n° 3 du 30 septembre 1918.

Bulgarie, ce qui ferait éclater immédiatement dans les Balkans des récriminations à n'en pas finir et susciterait dans tous les esprits des troubles qui auraient de dangereuses répercussions en raison des divergences d'intérêts. Déjà je reçois des Balkans des nouvelles qui me montrent que la défaite de la Bulgarie surexcite les appétits qu'il ne serait pas aisé de satisfaire. Il faut à mon avis, qu'il y ait une seule et grande paix dont les conditions générales et particulières ne seront que trop difficiles à solidement établir. Je me plais à croire que la réflexion vous conduira à des conclusions identiques. S'il en était autrement, je serais prêt à me rencontrer avec vous et avec M. Orlando là où il vous plairait, à la seule condition qu'il soit bien entendu que je ne puis pas quitter la France en ce moment ».

Télégrammes, Londres, Départ, 1918, vol. 3046 (304QONT/3046).

3

M. BERTHELOT, ADJOINT AU DIRECTEUR DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES,

À M. CAMBON, AMBASSADEUR DE FRANCE À LONDRES,

M. JUSSERAND, AMBASSADEUR DE FRANCE À WASHINGTON,

M. BARRÈRE, AMBASSADEUR DE FRANCE À ROME.

T. n^{os} 3848-3850 ; 2105-2107 ; 2645-2647. *Paris, 30 septembre 1918, 15 h.*

Chiffré.

Pour Londres et Rome – Le président du Conseil a adressé à M. Jusserand le télégramme suivant que je vous communique pour information.

Pour Washington – Je vous adresse le télégramme ci-dessous du président du Conseil.

Pour les trois postes – Réponse à votre télégramme 1333¹.

L'armistice vient d'être conclu avec les délégués bulgares². Les hostilités sont suspendues. Je vous prie d'informer M. Lansing que le Gouvernement de la République se plaint très vivement de l'intervention injustifiée de M. Murphy qui n'avait absolument rien à faire dans la circonstance.

Nous n'entendons pas plus abuser de notre victoire sur la Bulgarie que sur toutes autres nations avec qui nous sommes en guerre. Mais le gouvernement américain, qui n'est pas en guerre avec la Bulgarie, reconnaîtra

¹ Ce télégramme indique que le gouvernement américain a reçu un message l'informant que le gouvernement bulgare le sollicitait pour une médiation en vue de la paix. À cause d'un problème de chiffrage, le gouvernement américain n'était pas certain de sa provenance réelle. Lansing indiqua à Jusserand que, si ce document était bien bulgare, il ne faudrait pas proposer de conditions inacceptables et faire admettre par les Bulgares par avance les résultats de la médiation américaine.

² L'armistice de Salonique a été signé avec la Bulgarie le 29 septembre 1918.

certainement que toute liberté de nos décisions doit nous être laissée. C'est pourquoi nous avons interdit au général Franchet d'Espèrey d'entrer en conversations avec M. Murphy, qui n'est pas et ne peut pas être accrédité auprès de lui. S'il arrive que M. le président Wilson ait des suggestions ou des propositions à nous adresser, nous les accueillerons avec toute la déférence qui lui est due. Pour le moment je ne saurais vous donner connaissance des décisions de l'Entente, puisqu'aucune conversation à ce sujet n'a pu encore être établie. À cet égard, je réserve formellement la liberté des puissances alliées.

Je vous fais seulement connaître aujourd'hui ma première impression personnelle, qui est avant toute consultation celle-ci : 1°- se borner pour la Bulgarie à un armistice militaire qui nous permettra d'agir militairement, s'il est besoin, au-delà des frontières de ce pays ; 2°- assurer le maintien de l'ordre et la liberté de l'administration nationale en se gardant bien de molester les populations ; 3°- s'abstenir d'examiner, même superficiellement, les conditions d'une paix définitive qu'on ne pourrait aujourd'hui esquisser sans déclencher un torrent de récriminations dans la presque totalité des Balkans et sans faire succéder une véritable guerre civile des esprits à la guerre par les armes.

D'autre part, une suite de paix séparées ne pourrait qu'affaiblir et retarder les effets de l'action militaire générale qui doit nous conduire à une paix d'ensemble, objet de tous nos vœux.

Télégrammes, Londres, Départ, 1918, vol. 3046 (304QONT/3046).

4

M. DUTASTA, AMBASSADEUR DE FRANCE À BERNE,
À M. PICHON, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

T. n° 1493.

Berne, 30 septembre 1918, 16 h. 30.

Chiffré.

(Reçu : 19 h. 40.)

Les événements de Bulgarie paraissent avoir complètement surpris le gouvernement allemand aussi (bien) politiquement que militairement. Ils ont eu dans le public un tel retentissement que l'on semble redouter dans certains milieux un ébranlement du front, du front intérieur comme du front militaire. On ne voit qu'un moyen pour y parer : réaliser le programme de réformes qui rendra possible « le gouvernement démocratique de la Défense nationale ».

Malgré les résistances que les pangermanistes opposent encore à pareille politique, il sera difficile au gouvernement du comte Hertling de résister à la pression qu'exercent sur lui les partis de gauche [...] ¹ Reichstag dont on

¹ Mots illisibles.

encourage d'ailleurs la [...] ¹ séance aujourd'hui. Les députés des groupes de gauche sont déjà presque tous à Berlin et l'on annonce que les membres de la fraction du centre ont été appelés télégraphiquement dans la capitale. La majorité paraît donc décidée à une action énergique.

Le prestige du chancelier est si ébranlé qu'il ne semble pas en état de prendre la direction de l'opération démocratique, qui, espère-t-on, réalisera l'union sacrée et d'où sortira un gouvernement de Défense nationale. Laissera-t-on les groupes de gauche désigner le futur chancelier ? Il est peu probable que l'on aille si loin dans la voie des concessions. De divers côtés on prête à l'Empereur l'intention d'intervenir personnellement. L'empereur Guillaume désignerait le chancelier de son choix qui recevrait pour mission de s'entendre avec les représentants du groupe de gauche sur la composition et le programme du futur cabinet ². Cette entente réalisée, on prendra des mesures de salut public. Dès à présent, le *Vorwärts* ³ exhorte les soldats à tenir : il ne faut pas lâcher pied à la veille du jour où le peuple va prendre en main la direction de ses destinées.

On ne devrait pas être surpris si l'on apprenait que le comte Hertling qui, accompagné du secrétaire d'État des Affaires étrangères, s'est rendu au Grand Quartier Général et a demandé à l'Empereur à être relevé de ses fonctions. En tout cas il est un homme qui est dès à présent condamné et c'est M. de Hintze, auquel l'opinion unanime reproche de n'avoir pas plus prévu la défection bulgare qu'il n'a su empêcher le baron Burian d'envoyer sa note ⁴ à un moment que l'on jugeait, à Berlin, inopportun et de n'avoir pas percé à jour les intrigues des cours de Vienne, Munich et [Sofia].

Télégrammes, Berne, Arrivée, 1918, vol. 887 (304QONT/887).

¹ Lacune de déchiffrement.

² Dutasta est très bien renseigné puisque ce même 30 septembre les autorités allemandes se mirent d'accord sur le nom du prince Max de Bade pour remplacer le comte Hertling à la Chancellerie.

³ Principal organe de presse du SPD.

⁴ Il s'agit de la proposition de conversations de paix entre belligérants envoyée par l'Autriche-Hongrie le 14 septembre 1918, qui ne reçut qu'un refus de la part des Alliés et des Américains.

5

M. BERTHELOT, ADJOINT AU DIRECTEUR DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES,

À M. NOULENS, AMBASSADEUR DE FRANCE À ARKHANGELSK,

M. BARRÈRE, AMBASSADEUR DE FRANCE À ROME,

M. CAMBON, AMBASSADEUR DE FRANCE À LONDRES,

M. JUSSERAND, AMBASSADEUR DE FRANCE À WASHINGTON,

M. REGNAULT, AMBASSADEUR DE FRANCE À TOKYO,

M. DEFRANCE, MINISTRE DE FRANCE AU HAVRE,

M. DE FONTENAY, MINISTRE DE FRANCE À CORFOU,

M. DE BILLY, MINISTRE DE FRANCE À ATHÈNES.

T. n^{os} 666-670 ; 2648-2652 ; 3851-3855 ; *Paris, 30 septembre 1918, 23 h.*
2111-2115 ; 523-527 ; 309-313 ; 180-184 ;
468-472.

Chiffré.

Je vous adresse ci-après le texte du télégramme du général Franchet d'Espèrey exposant les conditions de l'armistice bulgare :

« Je vous envoie ci-dessous les termes de la convention militaire réglant les conditions de la suspension des hostilités entre les puissances alliées et la Bulgarie. Toutes les conditions imposées par vous sont adoptées sauf quelques légères modifications dont la principale est au lieu de démobilisation complète de l'armée, le maintien de trois divisions en armes à l'Est de la Bulgarie de manière à se protéger contre une attaque des Turcs sur Andrinople, ou s'opposer au passage du Danube par les Allemands. Mais pour empêcher les Centraux de les connaître et pour appuyer le gouvernement bulgare envers l'opinion publique, une partie des conditions restera secrète. GQG le 29/9 1918 à 22 h. 50. Convention militaire réglant les conditions de la suspension des hostilités entre les puissances alliées et la Bulgarie :

1^o Évacuation immédiate conformément à un arrangement à intervenir des territoires encore occupés en Grèce et en Serbie. Il ne sera enlevé de ces territoires ni bétail, ni graines, ni approvisionnements quelconques. Aucun dégât ne sera fait au départ. L'administration bulgare continuera à fonctionner dans les parties de la Bulgarie actuellement occupées par les Alliés.

2^o Démobilisation immédiate de toute l'armée bulgare sauf en ce qui concerne le maintien en état de combattre d'un groupement de toutes armes comprenant : 3 divisions de 16 bataillons chacune, 4 régiments de cavalerie qui seront [...] ¹ 2 divisions à la défense de la frontière Est de la Bulgarie et de la Dobroudja, 148^e division pour la garde des voies ferrées.

3^o Dépôt en des points à désigner par le haut commandement des armées d'Orient, des armes, des munitions, véhicules militaires, apparte-

¹ Lacune de déchiffrement.

nant aux éléments démobilisés, qui seront ensuite emmagasinés par les soins des autorités bulgares et sous le contrôle des Alliés. Les chevaux seront également remis aux Alliés.

4°- Remise à la Grèce du matériel du 4^e corps d'armée grec pris à l'armée grecque au moment de l'occupation de la Macédoine orientale, en tant qu'il n'a pas été envoyé en Allemagne.

5°- Les éléments de troupes bulgares actuellement à l'ouest du méridien d'Uskub et appartenant à la 11^e armée allemande déposeront les armes et seront considérés jusqu'à nouvel ordre comme prisonniers de guerre ; les officiers conserveront leurs armes.

6°- Emploi jusqu'à la paix par les armées alliées des prisonniers bulgares en Orient, sans réciprocité en ce qui concerne les prisonniers de guerre alliés. Ceux-ci seront remis sans délai aux autorités alliées et les déportés civils seront complètement libres de rentrer dans leurs foyers.

7°- L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie auront un délai de 4 semaines pour retirer leurs troupes et leurs organes militaires. Dans le même délai devront quitter le territoire du Royaume les représentants diplomatiques et consulaires des puissances centrales ainsi que leurs nationaux. Des ordres pour la cessation des hostilités seront donnés dès la signature de la présente convention.

Signé : Général Franchet d'Espèrey

André Liaptchev

Général Loukoff.

GQG, 29 septembre 1918, 22 h. 50.

Convention militaire réglant les conditions de la suspension des hostilités entre les puissances alliées et la Bulgarie – Articles secrets.

1°- Le passage éventuel des forces militaires alliées sur le territoire bulgare ainsi que l'utilisation des voies ferrées, routes, voies fluviales et ports feront l'objet d'une convention spéciale entre le gouvernement bulgare et le haut commandement de l'armée d'Orient. Des négociations à cet effet commenceront dans un délai de 8 [...] ¹ au plus. Elles concerneront aussi le contrôle du téléphone, des télégraphes et des stations de TSF.

2°- Un certain nombre de points stratégiques seront occupés à l'intérieur du territoire bulgare par les grandes puissances alliées. Cette occupation sera provisoire et servira purement de garantie. Elle ne donnera pas lieu à coercition, ni à réquisitions arbitraires. Le Général en chef des armées alliées donne l'assurance qu'à moins de circonstances particulières Sofia ne sera pas occupée.

3°- Le Général en chef se réserve le droit d'exiger la cessation absolue de toutes relations entre la Bulgarie et ses anciens alliés en cas de nécessité.

4°- Ouverture des ports bulgares aux navires alliés et neutres.

Télégrammes, Bruxelles, Départ, 1918, vol. 1240 (304QONT/1240).

¹ Lacune de déchiffrement.

6

M. PICHON, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
À M. BARRÈRE, AMBASSADEUR DE FRANCE À ROME,
M. CAMBON, AMBASSADEUR DE FRANCE À LONDRES,
M. JUSSERAND, AMBASSADEUR DE FRANCE À WASHINGTON.

T. n^{os} 2653-2654, 3864-3865, 2122-2123. *Paris, 30 septembre 1918, 23 h.*
Chiffré.

Pour Londres et Washington : J'adresse le télégramme suivant à M. Barrère.

M. Trumbitch est venu m'entretenir d'une proposition qui tendrait à obtenir de nous une déclaration aux termes de laquelle « le peuple yougoslave serait considéré par la France comme une nation alliée ayant le droit de rompre les liens qui l'attachent à l'Autriche-Hongrie et de s'unir à ses frères de race de Serbie et du Monténégro en un État indépendant ». Les troupes de volontaires yougoslaves se trouvant dans l'armée serbe en Macédoine, en Mourmanie, en Russie et en Sibérie seraient assimilées officiellement à des troupes alliées et belligérantes régulièrement en guerre. Le comité présidé par M. Trumbitch serait reconnu comme le représentant et l'organe des intérêts nationaux de l'État yougoslave des Serbes-Croates et Slovènes soumis à l'Autriche-Hongrie, etc... J'ai répondu que notre sympathie pour les compatriotes de M. Trumbitch s'était suffisamment manifestée pour qu'il soit inutile d'affirmer de nouveau notre sentiment sur les revendications yougoslaves. Nous ne sommes certainement pas étrangers à la résolution récemment prise par le cabinet de Rome en ce qui les concerne et à la déclaration qu'il a fait publier à ce sujet. Mais la France ne peut prendre un engagement comme celui qui est demandé par M. Trumbitch sans un accord formel avec les gouvernements alliés et en premier lieu avec le gouvernement italien. Il faut donc que M. Trumbitch fasse les démarches nécessaires et qu'il s'entende également avec le gouvernement serbe s'il veut que sa proposition soit examinée avec des chances d'aboutir. Je n'ai pas dissimulé d'ailleurs, au président du comité yougoslave que sans doute il rencontrerait de grosses difficultés pour avoir l'espoir d'obtenir satisfaction. Il aurait voulu une réponse favorable avant la réunion du Congrès des nationalités qui doit se faire à Paris le 15 de ce mois¹. Je lui ai dit qu'il aurait tort de compter sur un résultat aussi prompt.

Télégrammes, Londres, Départ, 1918, vol. 3046 (304QONT/3046).

¹ Il s'agit du « Congrès des nationalités opprimées par l'Autriche-Hongrie », réuni pour la première fois le 8 avril 1918 à Rome. Il se compose de délégations tchèques, yougoslaves, polonaises et roumaines de Transylvanie. Le 11 octobre 1918, le Congrès adopte une motion en faveur du principe des nationalités contre la politique autrichienne de « mélange » des peuples.

7

M. GILBERT, MINISTRE DE FRANCE À SANTIAGO DU CHILI,
À M. PICHON, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

T. n° 69.

Santiago du Chili, s.d., s.h.

(Reçu : le 1^{er} octobre 1918, 17 h. 35.)

Dès mon arrivée, nos victoires aidant, j'ai trouvé auprès des hautes personnalités politiques chiliennes un grand désir de voir le Chili revenir officiellement aux buts de guerre de l'Entente. Je les ai encouragées dans cette voie et il vient de se former un groupement important qui a déjà entrepris d'une part de forcer le gouvernement à prendre nettement parti pour les Alliés, d'autre part de créer un mouvement en faveur de l'adoption par le Conseil de la politique préconisée par le président Woodrow Wilson. M. Sanchez de la Huerta interpellant sur l'attitude du gouvernement au sujet des bateaux allemands (voir mon télégramme 67)¹ a été le porte-parole de ce groupe et vient de faire voter dans une importante réunion tenue le 27 une motion tendant à ce qu'une campagne énergique soit entreprise en vue d'une orientation vers l'Entente.

J'ai trouvé jusqu'ici auprès du Ministre, bien qu'il m'ait manifesté une grande affection pour la France, un grand désir de ne pas sortir de la plus stricte neutralité.

CPC, B-Amérique, Chili, 1918-1940, vol. 4 (13CPCOM/4).

8

M. ALLIZÉ, MINISTRE DE FRANCE À LA HAYE,
À M. PICHON, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

D. n° 813.

La Haye, 1^{er} octobre 1918.

a.s. un programme de propagande directe en Allemagne.

Au moment où le succès de nos armes amène un changement profond dans la situation intérieure de l'Allemagne et crée même, au sein des populations de l'Empire, un état d'esprit nouveau, il m'a paru utile de rechercher quelles pourraient être les directions générales dont devrait s'inspirer notre service de propagande en vue d'une action directe à exercer en Allemagne, à la fois dans les États confédérés et auprès des masses ouvrières.

¹ Dans ce télégramme daté du 29 septembre, Gilbert informe Paris de la saisie par le gouvernement chilien de « quatre vapeurs allemands sur les 33 demeurer intacts après le sabordage du 11 septembre. (...) La saisie d'hier tend à donner satisfaction à l'opinion publique qui est favorable à la saisie totale et à l'utilisation immédiate des navires réfugiés. »

Placée aux portes de l'Empire, dans le voisinage immédiat de la région où sont forgées les armes allemandes, destinée par une longue tradition et par son passé de tolérance à constituer un laboratoire d'idées politiques et religieuses, la Hollande est, parmi les pays neutres qui bordent l'Allemagne, un des mieux situés pour y observer les évolutions de l'opinion publique en Allemagne et les effets des luttes d'influence que se livrent ici les diverses propagandes.

Ce sont les résultats des réflexions et des remarques faites au jour le jour, en observant les efforts de nos ennemis et les nôtres, que j'ai cru opportun de consigner dans la note que j'ai l'honneur d'adresser sous ce pli à Votre Excellence en Lui laissant le soin d'examiner si elle ne pourrait pas être utilement communiquée aux services spéciaux de la propagande contre l'ennemi qui fonctionne au ministère de la Guerre.

NOTE

À la suite de la transformation de l'esprit public en Allemagne, résultat de nos victoires, il semble qu'une propagande rationnelle devrait surtout s'attacher à la Prusse :

1° en facilitant le développement des idées et des sentiments particularistes et séparatistes dans certains États confédérés,

2° en provoquant la diffusion de l'idée démocratique dans les masses ouvrières.

Ce double programme n'est pas contradictoire, car il peut se développer géographiquement et socialement suivant des plans tout à fait distincts. Mais dans les deux cas, ce serait l'État prussien qui serait directement atteint, le réveil du particularisme devant isoler cet État au sein des États confédérés comme la diffusion de l'esprit démocratique isolerait le Junkerisme au sein des masses populaires allemandes.

1.- En ce qui concerne la reprise par la Bavière, la Saxe, peut-être le Wurtemberg d'une plus grande autonomie ce qui équivaldrait à leur « déprussianisation », il a été dit plus haut que la condition nécessaire de ce revirement était notre victoire. Cette condition, si elle était nécessaire, est maintenant amplement suffisante.

Quand la guerre a éclaté, la Prusse, depuis plus de quarante ans, modelait les cerveaux allemands et les domestiquait au culte de la force. Aussi, au mois de juillet 1914, l'élan a-t-il été le même dans tous les États confédérés, sauf en Bavière, où la proclamation de la guerre a été accueillie avec la plus profonde tristesse par la foule siégeant devant le Palais du Roi. Mais, d'une manière générale, les hommes de 20 à 40 ans, c'est-à-dire ayant connu leur plein développement sous l'hégémonie prussienne, qu'ils fussent Bavaois, Saxons, Wurtembergeois ou Badois, se pressaient devant les bureaux où étaient acceptés les engagements et, s'ils étaient refusés dans un des États, ils passaient la frontière de leur petite patrie pour courir la chance d'être engagés par l'administration militaire de l'État confédéré voisin. À ce moment, la Prusse incarnait l'esprit allemand dans toute sa

force, le séparatisme n'existait plus et le particularisme, le régionalisme même, disparaissaient chaque jour davantage.

Pendant quatre années de guerre, le sentiment de fidélité du sud pour le nord, de l'ouest pour l'est a été mis à une rude épreuve. Bien des illusions ont été perdues ; le désenchantement est né — puis a surgi, avec les restrictions alimentaires, la sourde rancune du paysan bavarois, badois ou hessois très à l'aise, obligé de partager ses récoltes avec l'Allemand du nord. La gêne alimentaire a dicté, à maintes reprises, aux États confédérés des mesures économiques que la Prusse se refusait à ratifier, en invoquant la solidarité du bloc allemand. Encore une fois, tout cela serait resté un simple phénomène de psychologie sociale sans nos victoires. Aujourd'hui, notre propagande pourrait s'exercer avec succès dans le cadre des États de la Confédération allemande en s'adressant à l'esprit traditionnel, vivace encore dans quelques familles et dans certaines couches rurales exaspérées par les règlements économiques. Il s'agirait dans ce cas d'une propagande politique plutôt que sociale.

2.- Si maintenant nous passons à la seconde partie de ce programme, qui consiste dans la diffusion de l'idée démocratique dans les masses ouvrières, il est à remarquer que c'est le Royaume de Prusse qui compte le plus grand nombre d'ouvriers, puisque ce Royaume comprend les grandes régions industrielles du Rhin, de la Westphalie, de la Silésie et de la Poméranie.

C'est donc à proprement parler dans les États prussiens que nous devrions nous appliquer, surtout, à développer une propagande démocratique qui ferait refluer de l'Elbe à l'Oder et de l'Oder à la Vistule l'esprit « Junker », dernier vestige de la féodalité en Europe. La tâche ainsi limitée serait infiniment moins ardue ; elle serait exposée à moins de vicissitudes et elle donnerait son maximum d'efficacité, puisque nous paralyserions, en même temps que la vie de la capitale, les centres où l'Allemagne forge ses armes. Sans doute, dans ces milieux, le travail d'émancipation est moins avancé que dans d'autres régions ouvrières telle que la Saxe, le Royaume rouge, mais la lassitude est grande et les moyens d'action dont nous disposons paraissent, par suite du voisinage de la frontière hollandaise, plus adaptés aux fins que nous poursuivons.

Encore faut-il, pour réussir dans cette double propagande, que nous nous inspirions de certains principes qui devraient à la fois inspirer notre conduite vis-à-vis des États confédérés (propagande particulariste) et vis-à-vis des masses ouvrières (propagande démocratique). Voici, à ce sujet, quels pourraient être quelques-uns des points sur lesquels notre ligne de conduite pourrait être basée :

A.- La personne de l'Empereur devrait, semble-t-il, être soigneusement laissée de côté par notre propagande afin de se laisser produire librement toutes les réactions que les événements actuels ne pourront que produire sur l'esprit des masses. Attaquer en ce moment la famille Hohenzollern, ce serait nous exposer à lui ramener et à grouper autour d'elle les sympathies de plus en plus défaillantes.

B.- Si nous voulons agir sur les masses ouvrières allemandes, il serait désirable, semble-t-il, que notre propagande non seulement ne leur servit

que des faits contrôlés, c'est là une vérité élémentaire, mais aussi qu'elle s'abstint de faire, dans les pays neutres, une propagande qui a eu, peut-être, à une certaine heure, son utilité mais qui, à l'heure présente, déconsidérerait notre action et paralyserait les efforts tentés directement outre-Rhin. On devine que je fais allusion à certaine campagne de propagande tendant à établir que les Allemands confectionnaient de la graisse avec les dépouilles mortelles de leurs soldats, qu'ils contraignaient les femmes allemands à un double mariage en vue de la repopulation de l'Empire, etc. Récemment, il a été raconté que dans le quartier populaire de Berlin, à Moabit, les ouvriers, par démonstration d'antipathie à l'égard de la famille impériale, avaient jeté par les fenêtres les portraits des princes de cette famille qui ornaient leurs demeures.

Ces histoires qui amusent les badauds de la guerre sont malheureusement relevées par la presse allemande de tous les partis, ainsi que l'ont démontré les nombreux articles publiés à ce sujet. Il en résulte une déconsidération de nos moyens d'action. Une haute conscience doit présider à cet apostolat d'outre-Rhin. Les instruments de propagande les mieux venus – tel que le récent pamphlet prêté au Preussenbund « Preussen Herten » – éveillent des sentiments dont l'effet est détruit bientôt après en donnant lieu à une réaction dommageable à cette propagande.

C.- Le meilleur moyen de hâter en Allemagne à la fois le retour au particularisme et l'avènement, dans les masses ouvrières, de ce « démocratisme mental » dont parlait le grand Carnot et qui est, au fond, la condition même d'une paix durable serait, semble-t-il, de donner la plus large publicité aux premiers essais de fonctionnement de la Société des Nations. Au fur et à mesure que sont ou que seront créés les organes de cette Société à laquelle les Allemands appartiendront un jour – eux aussi – après l'application des sanctions nécessaires, il conviendrait d'insister sur le caractère d'idéalisme, de générosité, de large solidarité, qui préside à ces créations. Un travail intérieur ne saurait manquer de s'opérer alors dans les esprits allemands. Ainsi les Alliés, en préparant déjà les organes futurs de la paix, contribueraient à fonder cette paix même.

D.- Nous repousserions ainsi le reproche que la propagande allemande ne manquera pas de nous faire à satiété : celui de poursuivre un but égoïste avec l'Alsace-Lorraine et d'être responsables de la durée de la guerre. La concession faite à la Belgique a surtout en vue d'isoler la question d'Alsace et de l'exploiter contre nous. La *Kölnische Zeitung* du 19 de ce mois a déjà entamé cette campagne.

E.- Je ne rappelle enfin ici que pour mémoire ce qui a été dit aux services compétents, au sujet de la nécessité d'imprimer en caractères gothiques nos feuilles de propagande et d'en confier la rédaction à des hommes « pensant en Allemand ». Tout document, qui porte la marque d'une traduction du français en allemand, fût-il d'une correction parfaite, ce qui est rarement le cas, est frappé de stérilité au point de vue de ses effets dans les masses allemandes.

En résumé, s'efforcer d'isoler la Prusse parmi les États confédérés, sans mettre en cause ni la maison de Hohenzollern ni surtout la personne de